

KURT EISNER



LA

Révolution en Bavière

(Novembre 1918)

DISCOURS et PROCLAMATIONS



Préface de JEAN LONGUET



PARIS

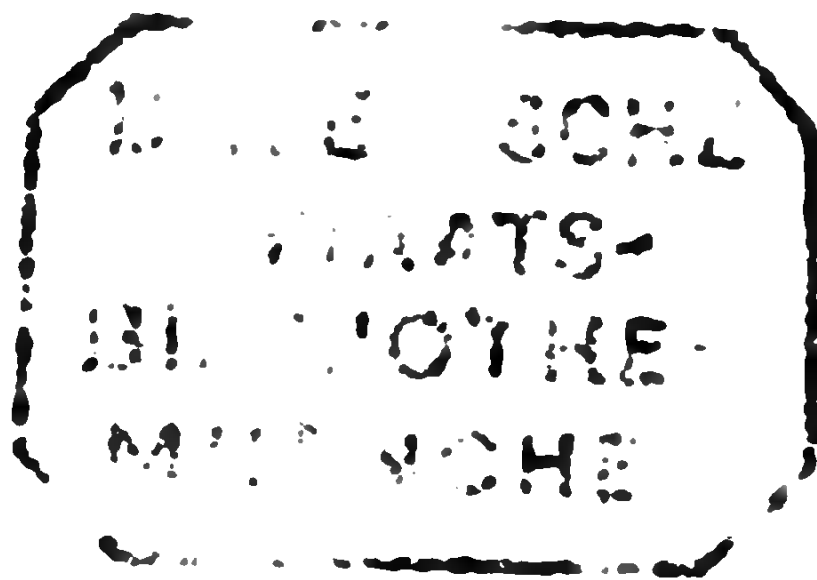
Librairies du Parti Socialiste et de " l'Humanité " réunies

142, Rue Montmartre, 142

1919

PRIX : 1 FR. 80

MAJORATION PROVISOIRE
TEMPORAIRE
50%



PRÉFACE

—*—

Ce petit volume comprend une série de proclamations, de discours, d'allocutions de Kurt Eisner, écrits ou prononcés par lui, après la victoire de la Révolution à Munich et l'avènement de la République bavaroise.

Nos camarades socialistes et tous ceux qui veulent comprendre les événements historiques formidables de ce temps liront avec un profond intérêt ces pages brûlantes de foi, de passion généreuse, d'idéalisme révolutionnaire, où se retrouve tout entier l'admirable combattant, le chef intellectuel du socialisme bavarois que fut Kurt Eisner. Ils se pénétreront d'autant plus de ces exhortations éloquentes et de ces nobles enseignements que, tout comme notre grand Jaurès, Eisner les a payés de son sang — lâchement assassiné par un Villain munichois.

On retrouve dans ces discours les idées maîtresses de Kurt Eisner, celles pour lesquelles il combattit jusqu'à son dernier soupir et qu'il exprimait encore quelques jours avant sa mort, à la Conférence internationale de Berne, au milieu des ovations chaleureuses des socialistes de tous les pays.

On y retrouve tout d'abord une confiance absolue dans la Révolution allemande, dans sa réalité, sa profondeur, son avenir. « Le passé est mort, s'écrie-t-il le 17 novembre, au Théâtre National de Munich ; malheur à ceux qui voudraient essayer de ramener le passé maudit ! » Aux journalistes de l'Entente, qui méconnaissaient l'étendue et l'importance des luttes des révolutionnaires allemands, il rappelle que pendant des années, ses camarades et lui-même ont combattu l'autorité et souffert dans les prisons et les bagnes, « s'opposant par milliers, la poitrine nue, à la dictature du sabre ». Il dit comment la révolution fut préparée bien

plus par ces « héros du front intérieur » — que par les défaites militaires de l'Empire, comme le croient encore chez nous tant d'ignorants, et comme le prétendent tant de gens — qui ne sont pas tous des ignorants.

En même temps, Eisner se dresse avec une virulence extrême contre les socialistes majoritaires, les « profiteurs de la Révolution », les « contre-révolutionnaires de Berlin », ainsi qu'il les appelle, groupant sous ces appellations les Erzberger, les Solf et les Hindenburg, aussi bien que les Scheidemann, les David et les Ebert.

Il dénonce avec force ce « repaire des bandits de Berlin », de Berlin, ce quartier général de la guerre mondiale ». Il faut lire le récit dramatique qu'il fait, le 30 novembre, au Soviet de Munich, de sa rencontre avec « les messieurs de l'ancien régime » — avec Erzberger, en particulier, « le même Erzberger, qui avant la guerre, pendant les journées critiques, demandait que ceux des socialistes qui protestaient contre la guerre, fussent fusillés ou condamnés aux travaux forcés à perpétuité ». « Les yeux dans les yeux », il reprocha au leader catholique, les besognes infâmes qu'il avait faites pour le compte de l'ancien régime. Et il conclut : « Jusqu'à ce que les masses de Berlin s'ébranlent et instituent un gouvernement capable d'agir, Munich doit être à l'avant-garde de l'Allemagne ». Les événements récents ont montré que le prolétariat de la capitale du Sud était demeuré fidèle au mot d'ordre que lui avait laissé son glorieux martyr.

Une autre idée qui est justement chère à Kurt Eisner, c'est celle de la culpabilité de la presse capitaliste. Sans cesse il y revient. C'est elle, dit-il, la plus grande responsable dans la débâcle de l'Allemagne. Aujourd'hui encore, « elle n'a pas été touchée par l'esprit des temps nouveaux ». Elle est rédigée, semble-t-il, par des misérables ou des crétins, qui continuent à mentir au peuple, cette « presse bourgeoise criminelle, qui porte la faute de la guerre et de sa prolongation. » Par une conséquence naturelle, il marque aussi la nécessité de développer notre propre presse. Et il semble bien que sa plus grande erreur fut de ne pas avoir eu, à Munich, de

journal dévoué à sa politique, la Münchner Post étant aux mains des socialistes majoritaires.

Il est vrai que Eisner s'est efforcé de réaliser en Bavière l'union des majoritaires et des indépendants sur un terrain d'action socialiste sincère et résolue. Il proclame, dès le début de la révolution, que la « guerre fratricide entre socialistes est terminée ». Il oublie tout le mal que lui a fait un E. Auer. Là encore, il s'inspire de Jaurès, dont il s'est toujours plu à se proclamer le disciple.

Kurt Eisner, dans ses discours, revient à maintes reprises sur une thèse qui lui tient à cœur et que les chauvins allemands ne lui ont pas pardonnée. Elle lui a sans doute coûté la vie. Il proclame la culpabilité, « la faute » de l'Allemagne impériale dans la guerre mondiale. C'est naturellement la seule de ses idées qu'a voulu retenir notre presse nationaliste et impérialiste, en essayant de la faire servir à ses propres fins chauvines.

A la Conférence de Berne, dans le débat sur les prisonniers de guerre, il déniait aux majoritaires allemands qui avaient couvert tous les crimes de l'ancien régime, le droit de reprocher à l'Entente victorieuse, les abus qu'à son tour elle pouvait commettre. En tenant ces propos audacieux, en menant cette campagne courageuse, il en avait mesuré toutes les conséquences, ainsi que le montra la conversation que j'eus avec lui à la Maison du Peuple de Berne — et que j'ai rapportée dans le Populaire. A l'issue de son discours, je le félicitai de son courage. Et il me dit : « ... Oui, mais à mon retour à Munich, ils me tueront. » Hélas ! il ne voyait que trop juste !

Cependant, si Eisner demandait à ses compatriotes de reconnaître qu'ils étaient en quelque sorte complices du crime de leur ancien régime, il ne voulait ni l'humiliation, ni l'abaissement de son pays. « Nous sommes des êtres humains, nous représentons 70 millions d'âmes qui veulent vivre. » Et il déclare bien haut qu'il résistera à toute exigence humiliante. Il demande que l'Alle-

magne ait voix consultative dans la fixation des conditions de paix.

Il a d'ailleurs de candides illusions sur la mentalité des gouvernants impérialistes de l'Entente. Il croit que « son appel à la conscience humaine a été entendu » par elle. Il croit découvrir en Clemenceau « une compréhension plus humaine » et plus de confiance « à l'égard de l'Allemagne ». Les débats de la Conférence de la Paix l'auraient amené à en rabattre. De tous les gouvernants de l'Entente qui donc, Wilson mis à part, s'est montré un seul instant fidèle à la justice ?

Les écrits de Kurt Eisner que la Librairie du Parti socialiste et de « l'Humanité » a réunis dans cet opuscule traitent de quelques-uns des problèmes de tactique les plus controversés à l'heure actuelle. Il y apparaît comme un soviétiste, mais avec d'assez fortes réserves sur certaines des fins poursuivies par le Gouvernement russe des Soviets.

Soviétiste, Kurt Eisner l'est en ce sens qu'il est un adhérent convaincu du système des Conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, qui ont fait la révolution en Bavière, comme en Russie, et qui en constituent la solide armature. Eisner n'oppose pas les Conseils au Parlement; il sait qu'ils peuvent se juxtaposer. Pour le moment présent, il ajourne l'élection de l'Assemblée nationale.

Avec beaucoup de force, dans le discours prononcé, le 28 novembre, devant le Soviet de Munich, il s'élève contre les criaileries de la presse bourgeoise, qui réclame l'Assemblée nationale, « que ce soit en Allemagne ou dans les Etats particuliers », et qui n'est mue que « par l'espoir d'éliminer à nouveau la participation vivante et directe des masses ».

Et il ajoute — paroles significatives : « L'ancien parlementarisme a contribué énormément à nous mettre dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui ! Et je crois que la révolution aurait été faite en vain si nous consentions à laisser disparaître complètement ces organisations issues de la révolution ou — ce que l'on

ne veut sans doute pas — à les paralyser et à les énerver intérieurement ».

En revanche, à l'égard du programme de socialisation immédiate, Eisner formule de vives réserves. « Nous ne croyons pas qu'il soit possible de socialiser la production au moment où la production est complètement désorganisée. » Et le 30 novembre, toujours dans la même assemblée, il déclare : « Fort de ma conception marxiste, je prétends que nous ne pouvons pas tenter l'expérience de la socialisation, au moment où la production s'est effondrée. Nous ne pouvons socialiser, quand il n'y a rien à socialiser ! »

Mais immédiatement après, il déclare : « J'aime mieux aller à gauche qu'à droite. » Il remercie les bolchevicks de Munich qui ont exprimé leur confiance dans sa sincérité révolutionnaire. Comme l'autre jour Turati, il déclarerait volontiers « plutôt avec Lenine qu'avec Clemenceau ». Ce n'est pas à gauche qu'est le danger. Il affirme nettement que la dictature prolétarienne ne l'effraie pas.

A maints égards, par conséquent, Eisner, si imprégné de jaouressisme, apparaît comme ayant réalisé une sorte de synthèse entre les méthodes de la révolution russe et la tactique socialiste traditionnelle.

Et c'est pourquoi les militants tireront un réel profit de la lecture et de l'étude de ces discours vibrants et substantiels.

JEAN LONGUET.

12 avril 1919.

Proclamation

lancée dans la nuit du 8 Novembre 1918

A la Population de Munich !

La catastrophe terrible qui a fondu sur le peuple allemand a conduit à un mouvement spontané des ouvriers et des soldats de Munich. Un Conseil provisoire d'Ouvriers, de Soldats et de Paysans s'est constitué, au Landtag, dans la nuit du 8 novembre.

La Bavière est désormais un Etat libre.

Un Gouvernement populaire, appuyé par la confiance des masses, sera formé sans délai.

Une Assemblée nationale constituante, à laquelle tous les hommes et femmes majeurs auront le droit de vote, sera convoquée aussitôt que possible.

Une ère nouvelle commence !

La Bavière veut préparer l'Allemagne pour la Ligue des Peuples.

La République démocratique et socialiste de Bavière a la force morale d'obtenir pour l'Allemagne une paix qui la préservera des pires malheurs. La révolution actuelle était nécessaire pour que la situation pût se développer, grâce au Gouvernement du peuple, sans amener des bouleversements trop grands et avant que les armées ennemies ne franchissent nos frontières ou que les troupes allemandes démobilisées ne vinssent, après l'armistice, introduire le chaos.

Le Conseil des Ouvriers, Soldats et Paysans assurera l'ordre le plus strict. Tout excès sera réprimé sévèrement. La sécurité des personnes et de la propriété est garantie.

Les soldats dans les casernes éliront des conseils de soldats, ils se gouverneront eux-mêmes et maintiendront la discipline. Les officiers qui ne résisteront pas aux exigences des temps nouveaux continueront leur service sans être molestés.

Nous comptons sur une active collaboration de la population entière. Tous ceux qui voudront travailler à la nouvelle liberté seront les bienvenus. Tous les fonctionnaires conserveront leurs places. Des réformes sociales et politiques fondamentales seront immédiatement mises à l'étude.

Les paysans garantiront le ravitaillement des villes. L'ancien antagonisme entre la campagne et la ville va disparaître. L'échange des vivres sera organisé d'une manière rationnelle.

Ouvriers et bourgeois de Munich, ayez confiance en la grandeur et la puissance de ce qui se prépare en ces jours d'épreuve!

Aidez-nous tous afin que l'inévitable transformation s'accomplisse promptement, facilement, pacifiquement.

Dans ces temps de tueries sauvages et frénétiques, nous avons horreur de toute effusion de sang. Toute vie humaine doit être sacrée.

Conservez le calme et travaillez à la construction du monde nouveau.

La guerre fratricide des socialistes est terminée pour la Bavière. Les masses ouvrières vont être ramenées à l'unité sur la base révolutionnaire, fondée aujourd'hui.

Vive la République bavaroise!

Vive la Paix!

Vive le Travail créateur de tous ceux qui produisent!

Munich (au Landtag),

dans la nuit du 8 novembre 1918.

Pour le Conseil des Ouvriers, Soldats et Paysans:

Le premier Président, KURT EISNER.

Discours d'ouverture

de la première séance publique du Conseil National
provisoire de l'État populaire de Bavière,
(8 Novembre 1918)

LE PRÉSIDENT EISNER. — J'ouvre la première séance du Parlement provisoire de la République de Bavière.

Toutes les personnes qui n'appartiennent pas aux Conseils d'Ouvriers et de Soldats, ni ne sont députés mandatés par les Conseils d'Ouvriers et de Soldats pour participer à ces délibérations, sont priées de quitter la salle. La composition de la séance d'aujourd'hui n'est d'ailleurs que provisoire. Dans quelques jours paraîtra un règlement plus précis sur le choix et la participation des Conseils d'Ouvriers et de Soldats.

Messieurs, nous avons montré, ces jours derniers, comment, en quelques heures, on fait l'histoire, comment on crée, d'une façon révolutionnaire, des réalités indestructibles. Aucun d'entre vous, quelle que puisse être son opinion, ne sera assez ingénu pour croire que l'on pourra jamais effacer le trait d'arrêt que, dans un soulèvement pacifique, nous avons mis sous tout le passé de l'existence politique de la Bavière. Et si vous avez eu peut-être l'impression que cette transformation radicale de la constitution bavaroise et de toute l'existence ait eu un caractère quelque peu anarchiste, ce n'est là qu'un malentendu momentané.

Certes, dans toute dissolution se montrent les convulsions du passé. Si nous avons à déplorer aujourd'hui certains incidents qui se sont passés pendant ces jours

derniers, bien contre notre opinion et notre volonté, nous voyons que ce sont justement ces faits pénibles qui élèvent une accusation grave contre l'éducation que la population bavaroise a reçue dans le passé. Car ces excès ne sont pas nés de notre esprit nouveau, mais de l'éducation et de la déformation d'hier.

Et si nous avons, sans être organisés, produit ce bouleversement formidable, il est tout naturel que l'organisation du nouvel Etat ne puisse pas encore posséder cette routine bureaucratique où il n'y a plus d'à-coups. C'est par une espèce de stratégie de surprise que nous avons fait sortir l'ancienne Bavière de ses gonds. Il y a deux jours, personne ne croyait ces choses possibles. Aujourd'hui, personne ne croit possible que les institutions, qui nous apparaissent comme appartenant à un passé très lointain, puissent ressusciter. La Bavière est devenue un Etat libre et elle restera un Etat libre.

Messieurs, ceux qui ont pris part à cette transformation fondamentale se sont laissés guider par deux considérations: nous avons conscience que l'ultime moment était arrivé pour éviter, par la création d'un gouvernement populaire, soutenu par la confiance des grandes masses de la population, que notre pays ne fut lancé dans un abîme de troubles inextricables. Car si nous avions attendu que la folie de la défense nationale eût tout compromis — nous n'entendons pas par là une protection toute naturelle de nos frontières soutenue avec la dernière énergie par nos soldats, — je dis que si, ayant été appelés, nous avions attendu si longtemps que la défense nationale eût dissous les derniers liens de notre vie politique et que la capitulation et la démobilisation eussent produit en Bavière le même spectacle qu'en Autriche, alors des catastrophes se seraient produites sous un gouvernement absolument impuissant et discrédité. Mais en réussissant à concentrer la volonté et les désirs ardents des masses sur un changement de

gouvernement, nous pouvions espérer — je le dis avec une pleine assurance — qu'avant l'heure de la catastrophe possible, le peuple bavarois aurait appris, en se gouvernant lui-même et en devenant une démocratie, à surmonter avec calme et tranquillité les nouveaux événements terribles.

Voici la deuxième considération : dans son avant-dernière note, le président Wilson nous a fait savoir clairement qu'il n'était point disposé à conclure une paix de conciliation avec le Gouvernement de Berlin, qui s'intitule aujourd'hui un gouvernement populaire, mais qu'avec un pareil Gouvernement, il ne saurait s'agir que de capitulation. Cependant, s'il se forme en Bavière un Gouvernement révolutionnaire dont les forces dirigeantes aient lutté, dès le début de la guerre, dans une opposition isolée et périlleuse contre la politique de guerre allemande, nous pouvons compter que ce gouvernement fera sur le président américain une autre impression et éveillera des sentiments plus favorables que s'il avait affaire au gouvernement qui a assumé toutes les responsabilités de la guerre. Loin de moi l'idée de vouloir briguer la faveur de nos ennemis d'une manière lâche et indigne ! Mais je sais que l'on accorde confiance au moins à nous, forces agissantes du nouveau soulèvement. Nous n'avons jamais fait de tort à la cause commune de l'Internationale, c'est pourquoi j'ai confiance qu'elle fera obtenir à l'Allemagne une paix plus douce que si se maintenait ce régime, qui fut complice d'un des plus grands crimes de l'histoire universelle.

La Bavière est un Etat libre. Le peuple bavarois jouit de la plus large autonomie. Une Assemblée nationale constituante fixera, en une période plus calme, la constitution définitive de la Bavière. Pour aujourd'hui règnent dans ce parlement les forces élémentaires des larges masses du peuple lui-même. Dans la séance d'au-

jourd'hui, nous allons être obligés de préparer le nouvel ordre de choses. Nous vous proposons de reconnaître ce Gouvernement et de lui donner votre confiance; il dirigera ensuite, responsable devant vous, les affaires de la Bavière. Après les propositions et compromis qui ont eu lieu, ce Gouvernement n'est pas composé d'une façon unilatérale. Vous savez que, depuis presque le début de la guerre, les masses ouvrières socialistes, au lieu de travailler ensemble, ont, dans de violentes luttes d'opinions, travaillé l'une contre l'autre. En ce qui concerne tout au moins la Bavière, cette lutte appartient au passé. (*Applaudissements frénétiques.*) Car ce sont les masses qui ont libéré la Bavière, et même le groupe que j'avais combattu accepte cette délivrance comme un fait révolutionnaire accompli. Nous sommes maintenant unis, non pas par un compromis, mais par nos convictions. J'espère que l'exemple bavarois sera imité au delà de nos frontières.

Pour ne pas trop prolonger mon exposé, je voudrais vous dire, en terminant, les noms de ceux qui, après entente, doivent former le Gouvernement provisoire. Quoique bien des raisons nous incitassent à procéder autrement, nous avons conservé l'ancienne répartition des ministères et, ce faisant, nous n'avons pas procédé en révolutionnaires. Nous n'avons créé qu'un ministère nouveau qui était dans l'air depuis longtemps: un ministère des Affaires sociales. Si nous avons conservé cette répartition pas très heureuse et cette distinction pas très logique, c'est que nous voulions que les fonctionnaires — car nous comptons sur leur collaboration allègre et peut-être délivrée d'entraves, leur sort devant certainement être meilleur sous la démocratie qu'avant — n'eussent pas de peine à s'adapter aux temps nouveaux. C'est pourquoi nous avons conservé les ministres existants. Maintenant, voici les noms que nous vous proposons:

Le ministère des Affaires étrangères et en outre la Présidence seront assumés par celui qui se trouve devant vous, comme symbole de l'origine révolutionnaire de ce Gouvernement. (*Vifs applaudissements.*) Pour la vice-présidence et le ministère des Cultes, nous avons pensé à Hoffmann. (*Applaudissements.*) Le ministère des Affaires de la guerre — nous n'aurons pas un ministère de la Guerre, mais un ministère des Affaires de la guerre, sera occupé par Rosshaupter ; il convient à un gouvernement démocratique que ce soit un civil qui ait en mains la direction des affaires militaires.

Le ministère de l'Intérieur, aujourd'hui l'un des plus importants, à cause du ravitaillement, sera exercé, si vous le voulez bien, par Auer. (*Applaudissements et protestations.*) J'entends des protestations et des cris : *Non!* mais, étant décidés à faire désormais route ensemble, dans la social-démocratie et dans le parti ouvrier, acceptez comme un symbole, que nous puissions vous recommander, avec une pleine conviction, le choix de M. Auer. (*Applaudissements.*)

Les Transports seront assumés par un homme qui fut victime de ces comédies politiques ridicules dont l'ancienne Bavière était si riche : Heinrich von Frauendorfer.

La Justice sera aux mains d'un homme éprouvé en politique sociale — ceci n'est pas une contradiction, car nous considérons la justice comme une forme de politique sociale, — M. Timm.

La plus ingrate de toutes les tâches, les Finances — et la cause en est peut-être à mon aversion pour les professeurs — reviendra à M. le professeur Jaffé. (*Bravos.*)

Enfin — pour marquer avec éclat l'origine révolutionnaire de ce Gouvernement, — ce sera un homme ayant participé au soulèvement, un simple ouvrier sans char-

ges ni hautes dignités qui prendra le nouveau ministère des Affaires sociales, M. Unterleitner,

Une fonction qui n'a pas été érigée en ministère, mais qui a son importance dans ces temps de fermentation, la direction suprême de la police dans la capitale de la nouvelle République, sera aux mains d'un autre ouvrier-soldat, M. Staimer, qui exerce déjà depuis hier une activité bienfaisante à la présidence de la police. M. Staimer est une des personnalités les plus capables et les plus fermes de notre mouvement révolutionnaire.

Vous voyez, nous ne sommes pas exclusifs, nous n'avons ni favorisé certaines tendances ni exclu des hommes de métier, quoi qu'ils fussent des bourgeois. J'aime à croire que notre ministère deviendra une corporation dont tous les membres travailleront, quelles que soient leur éducation et leur origine, et où collaboreront tous les éléments capables de fournir un effort utile suivant leur caractère, leur savoir, leur énergie, leurs idées. Je vous demanderai d'avoir confiance en nous, qui, dans ces temps mouvementés, nous dévouons avec pleine conscience des dangers qui nous entourent ; ayez confiance en nous, à un moment où nous ne pouvons vous promettre le paradis, mais où, au contraire, nous le savons, la situation paraît désespérée. Je vous dis donc : Donnez-nous et à notre ministère provisoire et transitoire la confiance que nous méritons pour avoir été prêts à occuper cette place, si toutefois vous en tombez d'accord.

Nous allons au devant de jours sombres ; peut-être seront-ce les jours les plus sombres qui nous soient échus depuis des siècles. Mais j'ai la ferme conviction que de cette mer de sang, de ce renversement de toutes les situations sortira tout de même un monde nouveau, un monde plus lumineux, plus riche, plus libre, et que le bouleversement politique que nous avons vécu ici et que nous défendrons — nous avons un Conseil de Soldats

prêt à défendre la nouvelle liberté — préparera cette transformation sociale qui, après la paix, sera la tâche la plus sacrée et la plus urgente de l'action internationale.

Et maintenant, je salue le premier Parlement de la République bavaroise et vous prie de déposer vos propositions pour la constitution de la présidence et pour la nomination d'un président, de deux vice-présidents et de quatre secrétaires. Ainsi sera constitué notre Parlement révolutionnaire.

Proclamation

lancée dans la journée du 8 Novembre 1918

A la Population rurale de la Bavière !

Les grands malheurs qui ont frappé notre patrie depuis la guerre ont amené de violents bouleversements dans la capitale de notre pays.

Sous la pression de l'invasion menaçante vous avez demandé vous-mêmes que la paix fut conclue le plus vite possible et par tous les moyens. Nous avons tenu compte de cette demande.

Dans la nuit du 8 novembre s'est formé, au Landtag, un Conseil provisoire d'Ouvriers, de Soldats et de Paysans. Un Gouvernement populaire, possédant la confiance des masses, sera constitué sans délai.

Une Assemblée nationale constituante, pour laquelle le droit de vote sera accordé à tout homme et toute femme majeurs, sera convoquée aussitôt que possible.

Le Conseil des Ouvriers, Paysans et Soldats considère comme sa première et sa plus grande tâche d'apporter au peuple la paix tant désirée. Dans ce but, il est entré en pourparlers avec les puissances de l'Entente.

Mais le péril n'est pas encore écarté. Le Conseil des Ouvriers, Soldats et Paysans refuse de continuer la défense nationale, mais il maintiendra absolument la protection des frontières pour que l'existence et la propriété de la population bavaroise soient garanties.

Dans ce but, on prendra toutes les mesures militaires

nécessaires et vous pouvez attendre avec calme et tranquillité le développement de la situation.

Le Conseil des Ouvriers, Soldats et Paysans fera tout pour empêcher la dislocation des armées et pour rendre impossibles les incidents qui se sont passés en Autriche et dans le Tyrol, où les soldats qui rentrent pillent et détruisent des ouvrages publics.

Paysans ! Par la faute de la mauvaise administration des pouvoirs militaires et civils qui ont gouverné jusqu'ici, les vivres, dans les villes, sont insuffisants. Nous vous demandons d'appuyer aussitôt le nouveau gouvernement en livrant rapidement aux villes de grandes quantités de denrées, car ce n'est que de cette façon que le Gouvernement sera capable de maîtriser les masses et d'éviter des émeutes de famine avec leurs suites fatales et terribles !

Fonctionnaires, maires et gendarmes !

C'est à vous que nous nous adressons pour vous demander de veiller à la tranquillité, à l'ordre et à la sécurité dans le pays et de continuer vos fonctions dans les formes habituelles.

Ce n'est pas la destruction que nous voulons, mais la reconstruction. Nous voulons procurer à tous les citoyens du pays, sans distinction de classe, une existence sûre, une existence qui donnera à chacun la possibilité de mener une vie digne d'un être humain.

Vive la République sociale !

Pour le Conseil des Ouvriers, Soldats et Paysans :

KURT EISNER,
LUDWIG GANDORFER.

Le Programme du Gouvernement du Peuple Bavarois

La Bavière est libre désormais. Des forces insoupçonnées se lèvent pour collaborer à la construction du nouvel Etat populaire. Tous ceux dont les forces dépérissaient et dont les désirs inexaucés s'engourdisaient dans une sourde rancune voient qu'il y a désormais place pour tous ceux qui veulent participer au travail de la collectivité. L'existence de chacun a enfin un but et un sens.

A peine une semaine s'est-elle écoulée depuis le soulèvement impétueux et, déjà, règnent partout le calme et l'ordre. Seule, une impatience difficile à contenir, remplit les âmes empressées à travailler à la nouvelle organisation.

Le Gouvernement révolutionnaire de l'Etat populaire de Bavière va entreprendre la grande tâche de transformer le misérable état des choses en une ère nouvelle. Il y apportera une liberté complète, garantie, et tiendra respectivement compte des sentiments humains. Ainsi, l'exemple sera donné de la possibilité d'une politique reposant sur la confiance en l'esprit des masses, sur la compréhension claire et nette des nécessités pratiques d'une évolution, sur la sincérité et la franchise. Ferdinand Lassalle conseillait, en politique, de dire ce qui est; cette maxime dirigera nos actes. Nous sommes fermement résolus à suivre cette voie tout à fait nouvelle, quoique nous ayons conscience que jamais aucun gouvernement n'a commencé sa tâche en des temps

plus difficiles et que nous soyons accablés d'un héritage maudit qui n'a pas disparu dans la débâcle de l'ancien régime.

Le Gouvernement révolutionnaire de l'Etat populaire de Bavière ne brigue pas la faveur du peuple, mais se soumet aux critiques les plus libres.

Il ne veut être jugé que d'après ses actions. Déjà maintenant, après la première surprise, une partie de la presse, à qui incombe une responsabilité plus grande qu'à aucune autre institution dans la débâcle de l'Allemagne, commence à montrer que l'esprit des temps nouveaux ne l'a pas encore touchée. Nous accorderons la liberté même à ces machinations, à ces extravagances maladroites, ayant le sentiment calme et méprisant d'hommes qui savent qu'ils auront à répondre de leurs actions devant l'histoire et qu'ils pourront le faire. Nous n'avons pas l'intention d'influencer la presse, ni ouvertement, ni secrètement. Nous n'aurons pas de journal officieux. Toutes les communications que nous aurons à faire au public seront portées à sa connaissance avec l'indication précise de leur origine officielle. Dans ce domaine, nous avons aussi la conviction qu'il s'accomplira dans la presse une purification et une rénovation intérieure et qu'elle sera ainsi rendue à la fonction sacrée qu'elle a reniée si honteusement.

Les premiers actes du Gouvernement révolutionnaire ont eu des résultats importants. Après la révolution, les dirigeants de l'Entente parlent d'une autre manière qu'avant. Notre appel à la conscience universelle a été entendu; les conditions d'armistice furent sensiblement adoucies. L'esprit du patriote français qui gouverne la République française s'exprime aujourd'hui en des termes qui montrent plus de confiance et une compréhension plus humaine. L'Amérique promet à l'ennemi vaincu de lui faciliter la transition terrible en lui envoyant des vivres. Nous espérons aussi obtenir la

livraison de matières premières. Nous avons aujourd'hui la conviction que, grâce à notre politique aussi révolutionnaire que réfléchie, l'idée émise dans notre note à l'Entente va pouvoir se réaliser et que la Ligue des Nations devra naître d'une collaboration des peuples ennemis pour réparer les ravages de la guerre.

En comptant sur la confiance des puissances ennemies, nous croyons qu'il est d'autant plus de notre devoir de préparer une union intime au sein des pays allemands. Nous pensons qu'une réunion de l'Etat allemand avec la République austro-allemande est absolument urgente. Nous sommes aussi d'avis, — et bien décidés à mener fermement cette politique nationale, — d'assurer et de garantir la libre disposition de la Bavière tout entière. Si nous voulons que la seule solution possible du problème national soit obtenue par la création des Etats confédérés de l'Allemagne, y compris l'Autriche, nous devons procéder prochainement à un groupement plus pratique des Etats allemands, et prendre les mesures nécessaires pour arriver à une union rationnelle sans suprématie d'un des Etats et sans atteinte à la liberté et à l'autonomie de la Bavière.

Dans la politique intérieure de la Bavière, nous désirons obtenir le plus tôt possible la création d'une démocratie qui ne soit pas simplement formulée, mais vivante et agissante. La démocratisation de l'esprit public et des institutions publiques devrait être obtenue avant l'ouverture de l'Assemblée nationale constituante, qu'il faudra convoquer le plus promptement possible, dès que les travaux préliminaires indispensables seront faits. Là aussi, nous cherchons à avancer dans des voies nouvelles. A côté du Parlement central provisoire et du Comité directeur révolutionnaire incorporé dans le Gouvernement, les différentes associations et corps d'état de la population devront pouvoir exposer publiquement leurs revendications. Les organisations actuelles seront parlementa-

risées. A côté des Conseils délibérants des Ouvriers, Soldats et Paysans, qui marqueront les tendances du nouvel Etat à la fois dans le peuple, le Parlement et le Gouvernement, nous voulons que la population tout entière ait la faculté de faire valoir ses intérêts, autant qu'ils ne nuiront pas à la collectivité. Le Théâtre allemand, à Munich, sera le siège de ce sous-parlement (*Neben-Parlament*). Les syndicats des fonctionnaires, des instituteurs, des employés, les professions libérales, les métiers manuels, l'industrie, le commerce, tous devraient se constituer en Conseils et venir dans ces parlements libres discuter en toute indépendance et autonomie leurs affaires et exposer leurs vœux et leurs revendications dans le Parlement central et dans le Gouvernement.

Les délégués de ces organisations, dont le nombre sera forcément restreint à cause de l'exiguïté du Landtag, auront aussi à l'Assemblée nationale provisoire le droit de discussion et de vote.

Ainsi garantie, cette démocratisation effective du peuple entier trouvera ses résultats pratiques dans des réformes économiques, sociales et intellectuelles. Nous croyons nécessaire de ne laisser subsister aucun doute sur nos buts socialistes; ils n'ont pas changé. Mais nous déclarons très franchement qu'il nous paraît impossible de socialiser immédiatement l'industrie, alors que les forces productives du pays sont presque épuisées. On ne peut pas socialiser quand on trouve à peine quelque chose à socialiser. D'après la conception de Karl Marx, les forces productives ne doivent être socialisées que lorsqu'elles se sont développées si fortement qu'elles font éclater les cadres trop étroits de l'ordre capitaliste.

De plus, il nous paraît impossible de réaliser l'organisation socialiste dans un seul domaine national restreint de la production mondiale. Nous croyons que ce n'est qu'après la paix, lorsque la Ligue unanime de toutes les démocraties de la terre sera fondée sous l'in-

fluence de l'Internationale prolétarienne, ressuscitée à une puissance nouvelle, que nous pourrions introduire la socialisation indispensable en collaboration avec tous les peuples du monde. Mais nous sommes aussi convaincus que, dès maintenant, l'esprit socialiste peut être rendu fécond pour passer de la guerre à la paix, ainsi que pour rétablir les finances et les impôts si terriblement bouleversés. Il y a encore trois grands problèmes de rénovation pour lesquels nous préparons une prompt solution : la grande propriété rurale, la propriété foncière urbaine et l'éducation.

Nous avons des espérances toutes particulières pour le développement de la population agricole de la Bavière. Il naîtra une nouvelle génération de paysans libres, travaillant sur leur propre sol et qui, en harmonie avec la population ouvrière des villes, collaboreront au bien-être général.

Pour conclure, extrayons du plan général de travail les projets que le nouveau gouvernement compte réaliser immédiatement. Le Ministre de l'Intérieur assurera et perfectionnera avant tout le ravitaillement. Il s'emparera de tous les vivres, les distribuera équitablement ; il activera la production et interdira tout trafic clandestin. Distribution immédiate de tous les objets se trouvant dans les dépôts militaires et qui seraient utiles à la population urbaine et rurale ; lutte impitoyable contre tout trafic illicite des objets de nécessité, baisse des prix, simplification de l'administration et transformation de la gendarmerie en une institution civile.

Une des tâches les plus importantes du gouvernement révolutionnaire, c'est l'organisation de la démobilisation pour laquelle on a déjà pris des mesures urgentes, afin d'empêcher le plus possible les dangers graves qui pourraient en résulter. Pour ce qui est du relèvement de l'industrie, on commencera de suite l'électrification

des forces hydrauliques, dont la non-utilisation a eu pour nous des conséquences si graves.

Le Gouvernement garantit la complète liberté des associations religieuses et l'exercice de leur culte. L'enseignement universitaire aura toute liberté et, par la démocratisation, il lui sera infusé un sang nouveau. Le système scolaire tout entier doit être refondu de façon que tous soient éduqués uniformément, sans distinction d'origine sociale. Nous demandons la même liberté pour l'école et pour l'église ; nous demandons la création d'une loi scolaire avec un corps d'inspecteurs professionnels, une réglementation nouvelle des traitements et des droits des instituteurs publics, la prise en charge par l'Etat des dépenses scolaires, la réforme de l'enseignement donné aux instituteurs ; la transformation des programmes, la participation des élèves à l'organisation de la vie scolaire, la diffusion des sciences dans le peuple et l'orientation des masses vers l'art.

Dans l'administration de la Justice, on accordera sous peu en abondance des mises en liberté et des non-lieu. On prendra des mesures énergiques contre l'exploitation de la misère du peuple. Le droit, civil et pénal, sera entièrement refondu, d'après les principes socialistes.

Une réorganisation des finances est d'une importance capitale pour la transformation future de tout le régime économique. Les dépenses énormes occasionnées de la guerre, ainsi que la reconstruction du matériel économique, exigent des sommes si formidables, que le système employé jusqu'à ce jour doit faire faillite.

C'est pourquoi nous serons obligés, aussi bien dans les Etats confédérés que dans les communes, d'adopter un système d'impôt unitaire qui, réglé le plus possible selon les principes socialistes, pèsera sur les plus capables.

La démocratisation de l'armée, la collaboration des soldats, ont été entreprises par le jeune Etat dès le premier jour et seront mises à exécution sans délai. La justice militaire sera également démocratisée. Une amnistie très large pour tous les délits et crimes militaires est imminente.

Pour les transports, nous comptons nous débarrasser de la concurrence malsaine qui existe dans le trafic des chemins de fer. La simplification des transports ferroviaires par la diminution des classes de voyageurs sera réalisée le plus tôt possible. La suppression de la franchise postale, télégraphique et téléphonique est commencée en partie. Les tarifs des chemins de fer, postes, télégraphe et téléphone, devront être transformés et beaucoup simplifiés. La situation des locataires dans les grandes villes sera améliorée par l'extension des moyens de transport suburbains.

Dans le ministère nouvellement créé de la prévoyance sociale, on élabore un vaste projet pour donner du travail aux démobilisés. Il y aura aussi une rigoureuse centralisation du placement des travailleurs par l'Etat, afin d'obtenir la maîtrise du marché du travail; de larges subventions aux chômeurs, la journée de huit heures, l'amélioration de la protection ouvrière, une vaste organisation des logements, la suppression de la spéculation sur les terrains, des constructions nombreuses d'habitations provisoires, pour la période de transition.

Un riche champ d'activité s'offrira dans le domaine des métiers manuels, dans les arts appliqués et dans l'art. Les intérêts agricoles des paysans, qui trouveront un interprète dans le nouveau Conseil des Paysans, conduiront à la création d'un ministère de l'Agriculture où les paysans devront avoir des délégués.

La participation vivante du peuple tout entier, en particulier des femmes, ouvrières, bourgeoises et pay-

sannes, doit être obtenue non seulement par les parlements secondaires dont nous avons déjà parlé, mais aussi par l'union personnelle et constante des organisations avec le gouvernement révolutionnaire.

Nous demandons donc au peuple bavarois de travailler d'une manière vigoureuse et féconde, malgré les circonstances défavorables, et de transformer la Bavière en un pays où chacun pourra respirer librement et où tout être qui travaille se créera une vie laborieuse et heureuse.

Munich, le 15 novembre 1918.

Le Gouvernement de l'Etat populaire de Bavière,

KURT EISNER.

Allocution

à l'occasion de la Fête de la Révolution, au Théâtre National de Munich, le 17 Novembre 1918

L'ère nouvelle a été inaugurée le dimanche 17 novembre, au Théâtre National, par une fête révolutionnaire, pour laquelle le Conseil des Ouvriers, Soldats et Paysans avait distribué des cartes. Pas d'équipages solennels, pas de toilettes somptueuses, pas de décorations scintillantes ni de diadèmes. Les places avaient été tirées au sort, si bien que l'aspect de la salle était tout différent de ce qu'il était par le passé. Ainsi, on voyait le Ministre des Finances aux fauteuils d'orchestre, le Ministre de l'Intérieur au balcon, pendant que d'autres célébrités du mouvement révolutionnaire se trouvaient au « paradis », visibles aux seuls yeux armés de lorgnettes. Le Conseil des Ouvriers, Soldats et Paysans avait lancé des invitations dans presque tous les milieux, et le Munich intellectuel, lui aussi, était représenté largement. A la place des décorations et des diadèmes des galas passés, on voyait cette fois-ci, comme seuls ornements, des brassards ou des nœuds rouges.

L'ouverture de *Léonore*, de Beethoven, rendue d'une manière parfaite, commença la fête de la Révolution. Puis, le rideau s'entr'ouvrit et, devant la scène cachée, parut Kurt Eisner, accueilli par des applaudissements frénétiques. Il s'inclina légèrement, puis prononça l'allocution suivante :

« Mes amis, les accords qui viennent de pénétrer vos âmes dépeignent la monstruosité d'une folie tyrannique : le monde paraît avoir sombré dans l'abîme, brisé en pièces. Tout à coup, de l'obscurité et du désespoir, sortent des sonneries de trompettes qui annoncent un

monde nouveau, une humanité nouvelle, une liberté nouvelle. Ainsi, Beethoven a vu le sort du monde; ainsi, il a porté son cœur lourd de désirs ardents à travers les époques de sa vie accablée.

« L'œuvre d'art que nous venons d'entendre est une vision prophétique de la réalité que nous vivons. Au moment où la folie du monde paraît avoir atteint le sommet de l'horreur, dans le lointain, des sonneries de trompettes nous annoncent une espérance nouvelle et nous donnent une confiance nouvelle.

« Mes amis, ce que nous avons vu et vécu ces jours derniers est un conte fantastique devenu réalité. Il a suffi au destin de quelques hommes pour rejeter d'un seul coup, loin derrière nous, l'épouvante que nous subissions depuis quatre ans et demi. Nous n'avons plus besoin de regarder en arrière. Aujourd'hui, nous pouvons regarder en avant, certains qu'une époque de travail fécond nous attend.

« Mes chers auditeurs, aujourd'hui, où j'ai pour la première fois l'occasion de parler devant vous, les grandes masses, qui avez collaboré à l'œuvre de la révolution, c'est un devoir pour moi de rappeler à notre souvenir l'homme qui, par un hasard insensé, est devenu la victime de la révolution. A travers les âges il apparaîtra comme une figure légendaire, le paysan aveugle de la Basse-Bavière qui, dans sa tête, avait préparé cette œuvre comme un voyant. Nous qui avons eu le bonheur de participer à ces journées, nous n'avons encore jamais dit en public comment ce bouleversement formidable fut préparé et accompli. Mais souvenons-nous d'un homme, du paysan aveugle, Ludwig Gandorfer, au bras duquel je parcourais les rues de Munich, dans cet après-midi et cette soirée agitées qui virent naître la nouvelle liberté. Son cœur était rempli du pressentiment des temps nouveaux. C'est une destinée cruelle qu'il ne lui ait pas été donné de survivre

à la victoire de sa pensée. Mais cette collaboration d'un simple écrivain, d'un ouvrier intellectuel de la ville avec un paysan doué, brave et héroïque, voilà le signe, voilà le symbole de la nouvelle démocratie qui doit se fonder en Bavière, en Allemagne, dans le monde entier.

« Que voulions-nous ? Que voulons-nous ?

« Au moment où l'Allemagne, la Bavière étaient menacées de la débâcle, nous voulions tirer des masses du peuple la vraie armée agissante de la délivrance ; voilà le sens de ce soulèvement.

« Mais, mes amis, nous voulons encore autre chose. Nous voulons donner au monde cet exemple d'une révolution, peut-être la première révolution de l'histoire universelle, qui sache enfin réunir l'idée, l'idéal et la réalité. Et plus nous avons été remplis de dégoût par la misère, la dépravation, la cruauté que les maîtres du passé avaient mises dans le monde, plus nous avons voulu être humains et ne nous adresser qu'à la raison des hommes.

« Nous avons aujourd'hui la conviction que nous réussirons à trouver le chemin de la nouvelle liberté sans réaction, sans répression, sans violence. Nous sommes des démocrates et des socialistes. Nous n'entendons pas par démocratie un système où les citoyens exercent leur droit électoral tous les trois ou quatre ans et gouvernent le monde avec de nouveaux ministres et un nouveau Parlement. Nous qui avons trouvé une nouvelle forme de révolution, nous tâchons aussi d'organiser une nouvelle forme de démocratie. Nous demandons la collaboration constante de tous les travailleurs de la ville et de la campagne. (*Bravos frénétiques.*)

« Chers amis, celui qui, comme moi, a eu l'occasion de lire, pendant ces jours derniers, des milliers de lettres, et de voir cette foule d'hommes qui s'adressent à nous, poussés par le changement extraordinaire des choses, celui-là doit éprouver la même émotion profonde que

nous, en voyant surgir de partout un enthousiasme nouveau pour le travail. C'est comme si des milliers d'hommes n'avaient attendu que d'être délivrés de l'oppression pour venir collaborer avec nous. Ouvriers, paysans, écoliers, personnes de toutes classes et de toutes conditions, tout ce qui en un mot est opprimé accourt et nous dit : « Maintenant, nous pouvons travailler, nous voyons enfin un but ! »

« Voilà la démocratie ! Et cette démocratie est aujourd'hui une réalité. Le passé est mort et (*d'une voix plus forte*) malheur à ceux qui voudraient essayer de ranimer le passé maudit ! (*Bravos frénétiques.*)

« Nous sommes des *socialistes*, c'est-à-dire que nous voulons faire disparaître les entraves d'ordre économique qui pèsent aussi bien sur les masses que sur les individus ; nous voulons arriver à ce que toute créature humaine puisse développer ses dons et jouir en toute sécurité de l'existence, de ces rares années de notre vie terrestre. C'est précisément maintenant, alors qu'ont été gaspillées si criminellement les vies humaines que chacune d'elle nous est sacrée. Par-delà les frontières de notre pays, nous crions aux peuples qui, hier encore, étaient nos ennemis : « Nous reconnaissons que nous sommes coupables ! » Et ainsi nous ouvrons la voie à une entente et à une réconciliation des âmes.

« Cette guerre a été la *dernière* ! En nous débarrassant des coupables de ce crime mondial, en nous en débarrassant d'une manière humaine, comme jamais on ne l'a fait, et avec des égards qu'ils n'ont pas mérités (*Bravos. — Très juste !*), mais avec une ferme résolution, nous avons montré que nous étions des hommes. Nous continuerons dans cette voie en vous priant de nous aider. Nous saluons ceux qui étaient nos ennemis. Nous envoyons nos salutations aux peuples de France, d'Italie, d'Angleterre et d'Amérique. Avec eux, nous fonderons ensemble les temps nouveaux.

« Tous les hommes au cœur pur, à l'esprit clair et à la volonté ferme sont appelés à collaborer à l'œuvre nouvelle. Oublions ce qui a été et ayons confiance en ce qui sera. Une ère nouvelle se lève et nous, qui avons aidé à la fonder, nous avouons dans une vénération soumise devant le destin obscur qui gouverne l'humanité : « Nous remercions ces forces mystérieuses de nous avoir permis de contribuer à la délivrance du monde. La liberté relève la tête, écoutez son appel ! »
(Applaudissements frénétiques.)

Discours

prononcé devant le Conseil des Ouvriers, Soldats et
Paysans de Munich, le 28 Novembre 1918

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EISNER. — Messieurs, je vous ai prié de venir aujourd'hui écouter un rapport fait sans formalités, car il me paraît nécessaire d'exposer, dans un milieu plus étendu, la situation politique telle qu'elle est actuellement en Allemagne. De tous côtés, des personnes alarmées me poussent à donner des explications à la presse. Je n'y tiens guère. Une partie de la presse est rédigée sans doute à Attel, cette jolie localité au bord de l'Inn où, si je ne me trompe, se trouve le plus grand établissement bavarois pour crétins. (*Hilarité.*) Avec ces gens-là on ne peut faire de polémique. Si cela intéresse ces messieurs de savoir si je m'appelle Salomon Kuschinski ou je ne sais quoi, ils n'ont qu'à demander mon casier judiciaire. Me faudrait-il aussi entamer une discussion pour dire si j'ai voyagé avec ma fille dans le wagon-salon de l'empereur ou du roi pour aller à Berlin? Vraiment, une pareille occasion aurait été avantageuse! On a encore raconté que le vieux roi avait renoncé à son wagon; il pouvait tout aussi bien prendre un train ordinaire, car, lui, le temps ne lui manquait pas, tandis que, pour moi, chaque minute était précieuse. Bref, je ne m'occupe nullement de ces racontars de la presse, mais il en va autrement des manifestations politiques que nous voyons s'y étaler maintenant. Celui qui, comme moi, est un vieux journaliste endurci, connaît ces machinations, et il en rit.

Quand trois députés blackboulés veulent à toutes forces obtenir un nouveau mandat, ils crient comme trois mille, et voilà l'origine des cris pour obtenir l'Assemblée nationale! (*Très bien!*) En Allemagne, les affaires sont maintenant si sérieuses, je dirais presque si désespérées, qu'on peut appeler ces menées de la presse malhonnêtes, voire criminelles (*Très juste!*) car, à lire les assertions des journaux, l'étranger doit avoir l'impression que nous nous appuyons ici sur une sanglante dictature du sabre et que les grandes masses de la population n'attendent que le moment propice pour nous renverser. (*Très juste!*) Et vous pouvez encore vous imaginer l'impression que cela fait sur l'Entente, qui doit conclure la paix avec nous, si elle arrive à la conviction que tout est encore désordre et troubles chez nous et que le régime actuel va tomber. Ces messieurs de la presse qui, pendant quatre ans et demi, ont menti au peuple allemand (*Très juste!*), ont repris, après une petite interruption, leur ancien métier, et ils continuent à mentir. (*Applaudissements.*) Aujourd'hui, 95 p. 100 du peuple en Bavière sont derrière nous. (*Très juste.*) Vous le savez, le peuple le sait: nous voulons fonder ici une démocratie dont les racines soient plus profondes et plus étendues que dans aucune autre démocratie du monde. Nous voulons que le peuple entier des travailleurs collabore directement avec nous, et cela a plus d'importance que d'instituer, après les travaux préliminaires, un Parlement ordinaire avec son bulletin de vote. (*Très juste!*) Aujourd'hui, nous avons la démocratie, et si nos organisations continuent à s'étendre, la démocratie entrera aussi dans le nouveau Parlement, dans l'Assemblée nationale. Par contre, si aujourd'hui, où nous n'avons même pas encore la paix, où la crise des vivres est si grande que nous mourrons tous de faim, s'il ne nous arrive pas des secours immédiats, et où nous n'avons plus de matières premières, si tous

les déchus d'aujourd'hui, les Noirs, les Bleus, les Jaunes, les Verts s'imaginent que nous avons le temps de faire de l'agitation électorale, ils se trompent. (*Très juste!*) Il nous faut travailler, et c'est pourquoi je ne m'adresse pas à la presse, mais à vous, et j'agirai toujours ainsi. Quand j'aurai quelque chose sur le cœur, je viendrai à vous. (*Applaudissements.*) J'aime mieux avoir affaire à vous, j'aime mieux aller, comme hier, dans une réunion de gens de maison, qui n'avaient jamais assisté à une réunion, et parler avec eux; oui, j'aime mieux cela que de discuter avec les éléments pourris de l'ancien régime! (*Bravos.*)

Messieurs, je m'adresse à vous, aux Conseils des Ouvriers, des Soldats et des Paysans. Je ne doute point qu'il n'existe dès maintenant de larges sphères qui n'attendent que le moment pour abolir ces organisations populaires créées par la révolution. (*Très vrai!*) Tous ces cris, pour réclamer l'Assemblée nationale, que ce soit en Allemagne ou dans les Etats particuliers, ne sont dictés que par l'espoir d'en finir avec la participation vivante et directe des masses. (*Très juste!*) A la place des masses, leurs chefs devront occuper à nouveau la position importante.

Messieurs, l'ancien parlementarisme a contribué énormément à nous mettre dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui (*Très juste!*), et je crois que la révolution aurait été faite en vain si nous consentions à laisser disparaître complètement ces organisations issues de la révolution ou — ce que l'on ne veut sans doute pas — à les paralyser et à les énerver intérieurement.

Messieurs, le Conseil des O. S. P. doit maintenant se consolider, il doit être la base de toute activité parlementaire future; l'Assemblée nationale ne peut être le commencement, elle ne peut être que l'aboutissement, le résultat suprême de l'activité des Conseils

d'O. S. P. (*Très vrai!*) Aujourd'hui, on a peur de tout; après avoir montré, pendant quatre ans et demi, un courage si énorme, et après nous être laissés endormir, d'un mois à l'autre, d'une année à l'autre, avec la formule héroïque: on les aura! — malgré que le monde entier fut contre nous, — voilà qu'on nous prêche tout à coup le contraire: on nous dit que nous ne pouvons rien. Maintenant que commence une ère nouvelle et que le peuple se met à travailler dans la liberté, voilà venir les froussards qui font du peuple allemand une bande de poltrons, qui voient des dangers partout, à droite, à gauche, au-dessus, en dessous. Messieurs, n'ayons peur que de notre propre peur. (*Très juste!*)

Il est indéniable que les choses se passent quelquefois tumultueusement dans ces nouvelles organisations, c'est tout naturel. Comment pourrait-on créer, en pleine liberté, une nouvelle organisation sans qu'elle développe ses forces et commette quelques bêtises? Cela ne fait aucun mal. Ce n'est que dans la création, dans la marche en avant, que mûrit la liberté. Dans une autre occasion, non pas dans cette réunion plénière de tous les Conseils, mais dans une réunion d'un Conseil d'Ouvriers, je traiterai plus longuement de la tâche de ces derniers; cela me paraît nécessaire.

On craint que les Conseils d'Ouvriers ne manquent d'envolée idéaliste et soient dominés par les seuls intérêts matériels — on le prétend même déjà. Je ne partage pas ces craintes. Lorsque nous, la petite troupe de soi-disant indépendants, qui travaillons maintenant avec les autres, comme c'est notre devoir, nous avons créé notre organisation, notre première idée, notre idée directrice fut que toute personne qui travaillait dans le cadre de cette organisation devait le faire pour le bien de la Cause, sans en tirer aucun avantage personnel. Il m'apparaît que tel doit être l'esprit des nouveaux C. O. S. P. (*Très juste!*) Bien entendu, tous ceux

qui interrompent ou quittent leur travail doivent recevoir une indemnité équivalente. Mais quand ces temps révolutionnaires seront passés, quand toutes les forces seront attelées à la besogne, ces grandes organisations devront, rien que par idéalisme et pour la Cause elle-même, collaborer à l'intérêt commun.

A cette occasion, je voudrais encore vous dire un mot avant de décrire mes impressions de Berlin — c'est pour vous communiquer celles-ci que je vous avais priés de venir. Nous avons reçu une protestation de Nuremberg, je crois, parce que nous, le Gouvernement actuel, consentons à ce que d'autres professions soient représentées à l'Assemblée nationale provisoire. Messieurs, c'est indispensable. A toutes les classes de la population, autant qu'elles font partie, dans le sens le plus large du mot, des classes ou milieux qui travaillent, nous devons accorder des représentants à l'Assemblée nationale provisoire. Cette protestation de Nuremberg paraît inspirée de la crainte que le pouvoir politique dans ce Parlement ne passe aux représentants des autres organisations. Ce danger n'existe pas. Jusqu'à la fondation de l'Assemblée nationale définitive, la base de la force politique se composera, outre le Gouvernement, des Conseils d'O. S. P. (*Très bien!*) Ceux que nous admettrons, en plus, à l'œuvre politique n'ont qu'à travailler; ces éléments devront s'y habituer et se montrer disposés à collaborer avec nous, selon nos idées socialistes et démocratiques. Si nous excluons ces parties de la population, nous perdons une bonne part de travail utile. (*Très juste!*) Nous avons besoin d'elles, nous avons besoin de leur connaissances professionnelles et techniques; mais du pouvoir politique, de l'influence politique, nous ne leur en accorderons point (*Très juste!*), aussi longtemps que nous serons au Gouvernement et que les C. O. S. P. seront forts et capables de grandir.

Messieurs, je dis que tous les représentants de ces organisations, y compris l'Union des Institutrices catholiques, qui, elle aussi, a demandé à avoir un représentant, doivent obtenir leur droit. Chacun doit exprimer ses pensées, ses projets, en pleine liberté. Je vous avouerai très franchement que j'aime mieux une institutrice catholique, restée fidèle à ses anciennes croyances et qui, même sous le nouveau gouvernement cherche à les défendre, que cette foule d'hommes (*Très juste!*) dont nous n'arrivons pas à nous débarrasser, de ces profiteurs de révolution, qui, en une nuit, sont devenus des républicains, des démocrates, des socialistes. (*Très juste! Bravos!*) Tout cela nous détermine à laisser la parole même à ces représentants. Nous voulons voir dans quelle mesure les idées démocratiques et socialistes peuvent, pratiquement et directement, travailler dans un sens révolutionnaire pour la collectivité.

Vous avez lu, ces jours derniers, toutes sortes de déclarations signées de mon nom. Aujourd'hui, je puis constater avec une certaine satisfaction que je jouis à présent, dans l'opinion publique, de la plus grande impopularité. Pendant quelques jours, j'étais inquiet; nous avions une si bonne presse (*Hilarité*); tout à coup, cela reprend de tous les côtés et me voilà sûr d'être dans la bonne voie. (*Applaudissements.*)

Je n'ai pas sur moi ce journal que j'ai lu à midi. On y dit que nous faisons des mascarades, des tours de polichinelle, et que je cherche, plein d'une fantaisie extravagante, à gouverner la Bavière et, de là, toute l'Allemagne. Je serais, disent-ils, un vieux de 1848 aux cheveux flottants — je voudrais bien les avoir encore! — Que signifie tout cela, Messieurs? C'est que les rats sont ressortis de leur trou (*Très juste!*), et, après avoir essayé pendant quelque temps de s'adapter, avec des phrases doucereuses, à la situation nouvelle, ils recommencent à nous injurier, ayant reconnu que nous ne sommes pas

assez bêtes pour ne pas lire dans leur jeu. D'où vient cette transformation ?

J'arrivai à Berlin comme représentant de la Bavière et là, je vis à ma grande surprise, que la contre-révolution, loin de menacer, règne tranquillement. (*Écoutez!*) Oui, la contre-révolution règne à Berlin, tout à son aise. Voyant cela, je sortis de mon dossier ce document par lequel fut déchiré le dernier voile qui entourait les dessous de la guerre : le rapport du représentant du comte de Lerchenfeld, M. de Schoen, au comte Hertling, dans lequel on exposait, sans aucune gêne, comment on avait l'intention de déclarer la guerre mondiale. (*Écoutez! Écoutez! Fi! Fi!*) Avec cela, je voulais faire sauter la contre-révolution, la contre-révolution régnante. (*Bravos.*) J'ai continué ma besogne dans la réunion des représentants des Républiques allemandes, où j'eus la chance de me trouver placé tout à côté de Messieurs Erzberger et Solf. (*Hilarité.*) Avec toute la courtoisie que j'ai l'habitude de montrer dans des cas pareils, je leur ai dit leurs vérités (*Bravos*) et si bien dit leurs vérités que je m'attendais à les voir disparaître. Comme cela ne faisait pas d'effet, je déclarai que je n'aurais plus aucun rapport avec Solf et les siens. (*Bravos. Applaudissements.*) Voilà ma décision irrévocable. Les choses en sont là, la haine contre Berlin croît, non pas contre les ouvriers, ni contre la population de Berlin, mais contre ce Quartier Général de la guerre mondiale (*Très juste!*) C'est à Berlin que le crime a été conçu ; voilà pourquoi l'on hait Berlin. Moi, qui désire ardemment que cette dislocation de l'Allemagne ne conduise pas à une désorganisation définitive (*Bravos*), mais que nous restions unis, (*Très bien!*) j'ai la ferme conviction que, pour le moment, les Etats particuliers doivent défendre leur existence propre (*Très juste!*) jusqu'au jour où nous redeviendrons capables d'agir en commun. (*Très bien! Bravos.*) Nous ne pou-

vons continuer à travailler avec l'ancien régime. Nous savons que notre ami Kautsky est aux Affaires étrangères, mais M. Solf fait la politique qui lui plait (*Écoutez*) et Karl Kautsky ne sait seulement pas ce qui se passe aux Affaires étrangères. (*Inouï!*) J'ai l'impression qu'à la suite de cette longue guerre, il existe dans la totalité de la population de Berlin un état d'épuisement causé par sa misérable situation alimentaire; cette population est maintenant si délabrée et si affaiblie, qu'il ne s'y trouve plus aucune énergie. (*Très juste!*) On a l'impression qu'à Berlin, on rêve, au lieu d'agir; c'est pourquoi j'avais l'intention d'y importer de l'air frais d'ici, où nous sommes un peu plus dispos et plus vigoureux, grâce, sans doute, à l'air des montagnes. (*Rires.*) Messieurs, vous ne sauriez trop prendre au sérieux la situation. Tous ceux qui se trouvent aux Affaires étrangères, peu importe que ce soient des pangermanistes ou de ces gens qui travaillaient plus ou moins et depuis plus ou moins longtemps à une paix de conciliation: tous représentent l'ancien régime (*Très juste!*) et c'est entre leurs mains que se trouve toute la machine qui fait marcher l'opinion publique, la presse de l'intérieur et la presse de l'étranger. Cette machine fonctionne de la même façon que pendant la guerre. (*Très juste!*) Partout, il y a des agents, à Berlin, à la Haye, à Copenhague; dans tous les journaux de l'Allemagne et dans ceux des pays neutres; ils cherchent à prouver que l'on ne saurait se passer d'eux, et ils embrouillent tout pour se sauver eux-mêmes. En ce moment, vous trouvez la presse remplie d'informations sur les desseins de l'Entente. Tantôt l'Entente va faire son entrée à Berlin, tantôt à Munich; tantôt des bandes noires dévastent le Palatinat. (*Cris. En hiver!*) Oui, en hiver. Il y a, en effet, des régiments africains dans le Palatinat, mais ce sont des Blancs, on s'est trompé de couleur. (*Rires.*) De tous ces coins et recoins sortira encore

beaucoup de mal pour le monde, parce que Messieurs Erzberger et Solf, personnages compromettants, n'obtiendront pas des conditions d'armistice satisfaisantes et ne pourront conclure une paix favorable. (*Très juste!*) Et aussi parce qu'ils ne veulent pas quitter leur place. (*Aha!*) Ou peut-être, ne peuvent-ils s'en aller parce qu'ils appréhendent ce qui arriverait s'ils ne disposaient plus de la presse et si l'on découvrait leurs secrets. Voilà pourquoi l'on jette l'opinion allemande dans l'inquiétude. (*Très juste!*) Voilà pourquoi l'on excite journellement les peuples de l'Entente contre nous. (*Très juste!*) Le jeu que l'on joue aujourd'hui, en novembre 1918, n'est pas moins criminel que le jeu joué en 1914. (*Très juste! Bravos. Vifs applaudissements.*) Les politiciens banqueroutiers qui veulent faire disparaître les nouvelles organisations populaires, et les politiciens criminels qui ont causé et fait durer la guerre mondiale, qui nous ont jetés dans l'abîme, cherchent, aujourd'hui, de nouveau, à aviver la haine et la colère du peuple allemand contre l'Entente, afin qu'on les oublie, eux et leur misérable conduite.

J'ai soulevé le mécontentement pour avoir publié dernièrement une note contre Hindenburg, blessant ainsi bien des sentiments tendres. Mais je savais parfaitement ce que je faisais. Aujourd'hui, on m'a téléphoné du Grand Quartier Général pour m'informer que le vieux généralissime Hindenburg avait été très froissé de cette attaque tout à fait inattendue. En cette occasion, je suis arrivé à ce que je voulais. On a constaté par téléphone que cette manifestation qui porte le nom de Hindenburg avait été, sinon rédigée, du moins suggérée à Berlin au ministère des Affaires étrangères. (*Vifs cris. Ecoutez!*) J'ai fait téléphoner au général Hindenburg qu'il était devenu la victime de la politique berlinoise (*Très juste!*) et l'on m'a promis qu'à l'avenir, on serait plus prudent au Quartier Général. Messieurs,

dans ce seul fait, vous voyez un exemple de la nouvelle politique qui ne connaît plus de diplomatie secrète, mais qui travaille avec la seule vérité. (*Vifs applaudissements.*) Et vous voyez, par là aussi, comme on arrive vite à débusquer l'ennemi quand on l'attaque hardiment. (*Applaudissements.*)

Messieurs, si j'ai déclaré, en tant que Ministre des Affaires étrangères, que je ne voulais plus rien avoir de commun avec les Affaires étrangères de Berlin, je l'ai fait avec la conscience que c'est ce repaire-là qu'il faut nettoyer (*Très juste! Applaudissements*), si nous voulons avoir la paix. J'ai reçu, aujourd'hui, de Berne, non de notre ambassadeur actuellement à Munich, mais de son représentant, par conséquent un homme de l'ancien personnel, l'avis suivant : « Il n'est pas vrai que l'Entente songe à recommencer la guerre avec nous, ainsi qu'on pouvait le lire ces jours derniers dans les journaux de la presse allemande ». (*Applaudissements.*) Croyez-vous donc que les soldats français, anglais, américains, soient faits autrement que les Allemands? (*Très juste!*) Nous avons à Puchheim un grand camp de prisonniers ; environ 45.000 prisonniers français et russes y sont gardés par 4.000 soldats bavarois, et les prisonniers comme les gardiens éprouvent tous le même sentiment : c'est de rentrer chez eux le plus vite possible. Ce sentiment se trouve chez tous les soldats français, anglais et américains, mais surtout chez les français, parce qu'ils ont souffert plus longtemps. (*Cris : l'enivrement de la victoire!*) Croyez-vous que l'enivrement de la victoire incite les soldats français à ne plus désirer rentrer chez eux ? Je ne le crois pas, je sais que le contraire est exact. Tout le monde, même en dehors des soldats, a besoin de la paix, tout comme nous. Tous, ont à reconstruire et à créer de nouveau. Partout, c'est la débâcle financière, partout c'est la nécessité de rétablir le plus vite possible la situation économique, en

Europe tout au moins. Non, Messieurs, je vous le garantis, le jour où se trouvera en Allemagne un gouvernement capable et inspirant à l'étranger la confiance qu'il a les masses derrière lui et qu'il est résolu à conclure une paix honnête et loyale, ce jour-là, dis-je, nous aurons la paix. Peu importe comment l'on envisage la question de la paix, mais il faut que nous ayons la paix en Allemagne. (*Très juste.*) Nous devons entrer dans toutes les voies qui conduisent à la paix. (*Appro- bations.*)

Messieurs, je voudrais vous donner un autre exemple de la scélératesse des intrigues qui proviennent des Affaires étrangères. Il y a quelques jours, la presse publia partout que les rapports de notre ami Haase sur la disette en matières alimentaires n'étaient pas exacts et qu'au ministère du Ravitaillement, où siège le citoyen Wurm, on n'avait pas des impressions aussi pessimistes. De pareilles communications doivent éveiller le soupçon, dans les anciens pays ennemis, qu'en Allemagne, les choses ne vont pas si mal qu'elles vont en réalité. Puisque la presse elle-même prétend que les choses ne sont pas si terribles que ça, comment ne le croirait-on pas à l'étranger ? Et la conséquence de ces racontars, c'est qu'en France, en Angleterre, en Amérique, en Italie, tout le monde croit que chez nous tout est du bluff. La révolution entière passe pour un bluff, une comédie de l'ancien régime. Des journaux chauvins anglais racontent que l'empereur allemand n'est pas du tout détrôné, qu'il n'est allé à l'étranger que provisoirement, d'accord avec son fidèle peuple, pour jouer la comédie devant l'Entente, et qu'il ne songe qu'à revenir au plus vite pour fonder un nouvel Etat militaire et pour recommencer, lui ou son fils, la guerre dans quelques dizaines d'années. Voilà l'effet que produisent ces racontars à l'étranger.

Eh bien ! messieurs, nous le savons, nous avons eu

une révolution et nous savons aussi que les hommes qui ont régné hier ne reviendront plus. (*Très juste!*) Nous autres, en Bavière, nous avons confiance, et de même que nous avons déjà réussi à entrer en relations avec la République tchèque et à en recevoir du charbon (*Applaudissements*) pour que les industries bavaroises ne chôment pas complètement — il est vrai que nous n'en avons reçu qu'une petite quantité, mais c'est un commencement et ce résultat a été obtenu comment? uniquement en traitant sur un pied de parfaite franchise, — eh bien! c'est en agissant de même que nous arriverons à la paix. Mais à Berlin il n'y a pas de gouvernement capable de conclure la paix. Même une Assemblée nationale ne saurait constituer ce gouvernement capable de faire la paix. Ce qu'il faudrait à Berlin c'est que les masses bougent et instituent de leur côté un gouvernement capable d'action. (*Très juste! — Interruptions!*) Jusque là, Munich doit être, en effet, l'avant-poste de l'Allemagne. (*Applaudissements enthousiastes.*) Je viens de parler de ces faux bruits qui veulent que la disette ne soit pas si grande que cela. Messieurs, les rapports officiels que nous a soumis Berlin ne laissent pas de doute que, si nous ne recevons pas de suite de l'Entente, des vivres, nous périrons, nous mourrons de faim. Les vivres dureront au plus jusqu'à fin mars. (*Ecoutez!*) Et il ne nous en reste que juste assez pour nous préparer à la lente mort de la faim. Quand les choses en sont là, vous pouvez vous rendre compte de la folie criminelle qu'il y a à continuer ces intrigues contre l'Entente (*Très juste!*) et à lancer, comme le fait M. Erzberger, des protestations contre la violation de l'armistice. Et tout cela n'est l'œuvre que d'un petit clan alarmé pour son existence et qui, pour se sauver, jette le monde entier dans la confusion. (*Très juste!*) Voilà, Messieurs, ce que je voulais vous dire aujour-

d'hui et voilà le sens de mon action contre Berlin, non pas dans le but de détacher la Bavière de l'Allemagne, mais dans la conviction que, si les masses ne s'éveillent pas à Berlin pour instituer un nouveau gouvernement, un gouvernement qui prenne en mains les Affaires étrangères, nous n'aurons ni tranquillité ni paix. Voilà pourquoi, messieurs, je cherche d'ici à faire le nécessaire, le plus urgent. Réussirai-je? Je ne le sais. Mais nous n'avons pas d'autre moyen; nous devons arriver à la paix et, de cette place, je fais appel aux peuples de l'Entente. Nous ne voulons pas venir en suppliants, en mendiants, cela non, jamais! Nous nous présentons comme des hommes (*Vifs applaudissements*) qui ont conscience d'avoir débarrassé la Bavière des responsables de l'ancien régime. (*Vifs applaudissements.*) Nous venons les mains pures. Nous qui gouvernons maintenant, nous avons lutté, depuis le commencement de la guerre, contre la politique de guerre, faisant le sacrifice de nos personnes et de nos intérêts, luttant à mort contre notre propre gouvernement, et c'est pourquoi nous pouvons parler ainsi à l'Entente. Nous sommes des êtres humains, nous sommes les représentants de 70 millions d'âmes qui veulent vivre, et votre devoir à vous, là-bas, nos ennemis, c'est d'oublier et de travailler avec nous à reconstruire le monde. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Messieurs, pour terminer — je ne sais si l'on m'entendra, — je crierai par-dessus la frontière: « On a peur, là-bas, du bolchevisme, comme on en a aussi peur chez nous! » Messieurs, cette crainte provient de ce que nous avons formé des C. O. S. P. et qu'en cela, nous avons suivi l'exemple russe. Mais, messieurs, nous qui formons précisément ces C. O. S. P., nous savons très bien que nous n'avons ni employé les méthodes russes, ni visé les mêmes buts que les Russes. Il n'y a pas de bolchevisme russe en Allemagne, à l'exception peut-être

de quelques rêveurs. Nous ne croyons pas que ce soit par les moyens russes que l'on arrivera au but que nous visons : la démocratie et la société socialiste. Nous ne croyons pas qu'il nous soit possible de socialiser la production au moment où la production est complètement désorganisée. (*Très juste!*) Au C. O. S. de Berlin, j'ai aussi développé ces opinions et elles ont trouvé l'approbation absolument unanime du Comité exécutif du C. O. S., de Berlin, de cette organisation que l'on soupçonne le plus de bolchevisme. Mais, messieurs, j'ai l'impression que nous sommes ici bien plus radicaux qu'à Berlin, seulement les paroles y sonnent parfois plus radicales qu'ici. Nous voulons fonder, ici, la nouvelle société. Nous ne voulons pas massacrer. Nous n'érigions pas une dictature du sabre; je n'ai pas de sabre, et ceux qui sont avec moi n'en ont pas non plus. Par le travail, par une activité directe et créatrice, nous voulons achever le plus tôt possible la reconstruction de l'Allemagne, dans l'intérêt de la collectivité. (*Bravo!*) Et les peuples de l'autre côté devront nous aider à ce travail. J'ai la ferme conviction que nous atteindrons ce but quand les derniers éléments du passé seront extirpés. Je vous prierai de bien travailler, d'être vigilants et de bien ouvrir l'œil pour que la contre-révolution ne redresse pas la tête, non pas celle qui travaille avec des mitrailleuses, des canons et des fusils, mais la contre-révolution qui s'insinue avec adresse et ruse et que l'on découvre un beau jour, grosse et grasse, déclarant : « C'est moi qui règne, me revoilà, maintenant que le danger est passé! » Ce danger-là existe. Voilà pourquoi il faut, avant tout, engager la lutte avec toutes ses conséquences contre le Gouvernement de Berlin tel qu'il est représenté aux Affaires étrangères. Votre seconde tâche, la voici : Paix immédiate ! Ce sera la tâche du Gouvernement bavarois d'essayer de l'obtenir, si Berlin ne réussit pas. Pas de paix séparée, mais la ten-

tative d'obtenir la paix pour toute l'Allemagne. (*Vifs applaudissements.*) Messieurs, je demande votre collaboration. Le Comité exécutif des C. O. S. a adressé, hier, un télégramme à Berlin, dans lequel il demande que l'on chasse ces messieurs des Affaires étrangères. (*Bravos.*) J'espère qu'il nous viendra de toute la Bavière des protestations analogues, sans qu'elles soient influencées par nous.

Pour terminer, je vous dirai, messieurs, que, s'il nous est absolument impossible de travailler avec Berlin, nous serons forcés, pour le moment, de travailler tout seuls. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Après un discours du président de la réunion, le Président du Conseil Eisner reprend la parole :

Messieurs, on vient de proposer la motion suivante :

« L'Assemblée se rallie aux explications du Président du Conseil Kurt Eisner ; elle déclare solennellement que, désormais, elle soutiendra avec vigueur et unanimité le Président du Conseil dans tous ses efforts. Donc : A bas les perturbateurs de paix ! A bas le Gouvernement criminel ! »

Je pense que nous pouvons prendre connaissance de cette motion sans vouloir l'accepter formellement, car elle contient une espèce de vote de confiance pour moi. Messieurs, les relations de vous à moi sont beaucoup trop simples pour être caractérisées par un vote de confiance. (*Très juste !*) Nous pourrions peut-être supprimer ce parlementarisme suranné. Par contre, je vous prierai de confirmer de votre côté la motion votée hier par le Comité exécutif des Conseils d'Ouvriers et Soldats (*Cris : Et Conseil de Paysans !*) :

« Le Comité exécutif des C. d'O. et S. (*Cris : Et Paysans !*) . . . Oui, messieurs, je tiens tout particulièrement au Conseil des Paysans ; il a une grande importance ; il

est ma création favorite et, sans les paysans, la révolution n'aurait pu avoir lieu à Munich. (*Très juste!*) Voici la motion :

« Le Comité exécutif des C. O. S. et P. de Munich retient avec indignation, des délibérations tenues à la Conférence des représentants des Républiques allemandes, ce fait inouï : les représentants les plus compromettants de l'ancien régime, les messieurs Erzberger, Solf, David et Scheidemann exercent encore aujourd'hui une influence prépondérante dans la politique étrangère. Nous exigeons le retrait immédiat de ces éléments contre-révolutionnaires et demandons au C. O. S., à Berlin, d'amener par tous les moyens la chute d'un Gouvernement qui continuerait à accorder à de telles personnes une place prépondérante. »

Messieurs, il y a nommément là, deux socialistes. (*Interruptions.*) Cela contredit (*Interruptions*)... — pourrai-je dire un mot ? — nos sentiments conciliateurs. Je crois devoir expliquer cette phrase comme ceci : Nous désirons que ces hommes ne soient pas aux Affaires étrangères. (*Très juste!*) Le D^r David, par exemple, ferait peut-être un excellent ministre des Cultes en Prusse ; il a de grandes capacités (*Cris: Il devrait être pasteur!*)... ou instituteur, et M. Scheidemann, lui aussi, a certainement de grandes qualités ; seulement il ne faut pas qu'ils occupent le poste — c'est tout à fait impossible — où l'on dirige la politique étrangère.

Cette motion est adressée à Berlin, et je voudrais vous dire seulement ceci : que je prie instamment les représentants de Berlin de nous aider dans nos efforts et d'agir dans le sens de cette motion. Qu'ils créent donc à Berlin un gouvernement capable d'action, ensuite il n'y aura plus d'opposition entre le Nord et le Sud. (*Très juste!*) Je n'ai nullement peur qu'ils ne nous fassent violence ; je n'en ai pas peur par ce motif très simple qu'ils

ne réussiront pas à nous imposer leur autorité. Nous avons nos têtes à nous, et moi surtout j'ai ma tête à moi. Je ne me laisserai centraliser par personne. (*Hilarité et bravo!*) Certes, je suis mortel et sujet à l'erreur. Mais si je me trompe, j'ai du moins la conscience tranquille; je me trompe par une erreur de mon propre jugement et non pas pour avoir écouté de tous les côtés ce que l'on pouvait bien dire de ma politique.

Je prie les représentants de Berlin avec la dernière insistance de reconnaître l'importance décisive de ces heures et de ces semaines et de nous aider à faire table rase à Berlin. (*Très bien!*) Nous accueillerons alors Berlin sans aucune méfiance, comme un frère, un ami, un collaborateur. (*Bravos. — Très juste!*) Les membres des différents Etats devront maintenant travailler vigoureusement, chacun de son côté, et de cette féconde rivalité de travail sortira l'unité démocratique et socialiste des Etats-Unis d'Allemagne. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Discours

prononcé devant les Conseils de Soldats bavarois
le 30 Novembre 1918, à 10 heures du matin

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EISNER. — Messieurs, nous venons d'assister à une débâcle comme jamais aucun peuple n'a dû en voir et nous ne sommes pas encore près de sa fin. Bien plus, nous nous trouvons en face de dangers qu'il n'est pas nécessaire de détailler, et nous nous demandons : A qui la faute ? Messieurs, la faute en est, en dernier lieu, au manque de sens politique, au manque de pénétration et d'éducation politique de la nation. (*Très juste !*) Voilà la cause dernière et la plus importante. Si la nation allemande avait été une démocratie, si le citoyen allemand avait eu le courage que le soldat a montré au front, la guerre ne se serait pas prolongée au-delà de septembre 1914. Mais, messieurs, ce n'est pas en 24 heures qu'on peut tirer du néant le sens politique d'un peuple et nous voyons aujourd'hui que c'est la presse bourgeoise criminelle qui porte la faute de la guerre et de sa prolongation et qu'elle travaille encore maintenant dans le même esprit d'excitation et de corruption. (*Très juste !*) Messieurs, derrière cette presse scandaleuse, il n'y a que la folie de ceux qui ont été renversés et la mauvaise conscience des coupables. (*Très bien !*) Nous qui avons tenté, en sacrifiant notre personnalité et en faisant don de notre vie, de sauver au dernier moment le peuple allemand et le peuple bavarois, nous voyons aujourd'hui, après avoir réussi si

miraculeusement à l'aide des soldats et ouvriers, que la contre-révolution qui était par terre cherche à se relever. Ceux qui n'ont rien risqué et rien sacrifié cherchent aujourd'hui, eux, les profiteurs de la révolution, à rétablir l'ancien état des choses. (*Très bien!*)

Tout à l'heure, je vous exposerai la situation politique. Mais d'abord, je voudrais vous dire à vous, qui vous trouvez ici comme représentants des Conseils de Soldats de toute la Bavière, un mot sur les bases intérieures de la nouvelle démocratie. Vous savez que, d'après notre conception, la base de la nouvelle démocratie, ce sont les C. O. S. P. ; ils doivent le rester. Les intrigues et excitations des jours derniers n'ont d'autre but que de détruire cette base (*Très juste!*), de détruire les pouvoirs souverains des C. O. S. P. Cela se pratique de deux façons : à l'extérieur et à l'intérieur. A l'extérieur, c'est la lutte contre l'organisation révolutionnaire surgie des masses du peuple. Cette lutte du dehors se manifeste en réclamant à grands cris l'Assemblée nationale. Pendant les trois semaines dernières ont passé, dans mon bureau, à Munich, les délégués de toutes les organisations économiques et syndicalistes. Avec tous, nous avons discuté, nous avons développé devant eux les principes de la nouvelle démocratie, principes qui aboutissent à ceci : que nous ne voulons pas créer une démocratie électorale, purement formelle, une démocratie qui ne consisterait qu'à déposer dans l'urne, tous les trois ou quatre ans, un bulletin de vote pour laisser ensuite les chefs ou représentants faire ce qui leur plaît. Cette démocratie-là est exactement l'opposé d'une démocratie. La nouvelle démocratie doit consister dans la collaboration constante et directe des masses aux affaires de la collectivité. (*Très bien!*) Nous avons exposé tout cela aux délégués et pas un de ces innombrables visiteurs, hommes et femmes, qui ont derrière eux à peu près 99 p. 100 des organisations, pas une seule per-

sonne n'a réclamé l'Assemblée nationale comme la presse le fait avec tant de violence. (*Ecoutez!*) J'admire le courage de la presse, le courage de son indignité. Messieurs, vous n'auriez pas dû prendre comme Président du Conseil un journaliste; il connaît ces intrigues (*Bravos*), il sait qui se trouve derrière elles et à quoi l'on veut aboutir. (*Interruptions.*) C'est la mauvaise conscience des coupables qui se cache derrière. (*Très juste!*) Ceux qui, la nuit de la révolution et la journée suivante, ont marché avec nous, la main dans la main, ont aujourd'hui peur de moi parce que je veux vous débarrasser de ce repaire de bandits de Berlin, car c'est de ce repaire-là que proviennent les intrigues. (*Ecoutez!*) J'admire le courage de la presse qui ose encore aujourd'hui continuer la misérable besogne qu'elle a exercée pendant quatre ans et demi; mais j'admire encore davantage les masses, le public, qui sait cependant, même dans le village le plus reculé, qu'il a été berné par cette presse pendant quatre ans et demi, ce qui ne l'empêche pas de se laisser prendre à nouveau à ses agissements scandaleux. (*Très juste!*) Je sais bien ce qui m'attend si je pars en guerre contre ce fléau qu'est la presse. Je ne dois m'attendre à aucun pardon, car cette fripouille défend sa peau. En septembre 1914, je me trouvais déjà à Berlin; j'ai participé à la Conférence de la presse et je sais comment l'on fabrique l'opinion publique. Ces messieurs se réunissent et un représentant quelconque du ministère des Affaires étrangères ou du G. Q. G. vient et dit à MM. les journalistes: « Messieurs, je pense que nous écrirons, demain ou après-demain, telle chose! » Alors on écrit aussitôt, dans toute la presse allemande, la même chose. (*Ecoutez!*) Voilà l'opinion publique. C'est ainsi que l'on fabrique l'opinion publique, et tant que je serai ici, je combattrai ces personnages. (*Vifs applaudissements.*) La presse peut s'estimer heureuse que je sois empêché, par les nombreuses occupations qui

absorbent tout mon temps, de pouvoir écrire le grand livre sur les méfaits abominables de la presse que je voulais terminer en prison, mais que j'ai dû interrompre parce qu'on m'a mis en liberté trop tôt. (*Rires.*) Aujourd'hui, le temps me manque. Aujourd'hui, je tends ma tête à la presse. Malgré cela, je suis un homme qui agit selon des principes. Je ne veux pas toucher à la liberté de la presse. Qu'elle m'injurie tant qu'elle voudra, cela ne me touche point. Ma vie entière est ouverte devant le monde (*Très juste!*); je n'ai rien à cacher et je ne me vante même pas des blessures que j'ai reçues dans la lutte pour la liberté et la délivrance des masses. Je ne fais que mon devoir et ne céderai devant personne, personne, ni devant un ennemi avéré et encore moins devant les intrigants et les surnois qui surgissent aujourd'hui des bas-fonds et qui nous ont empêchés de préparer, dès le mois de janvier de cette année, le soulèvement du peuple. (*Très juste!*) Mais nous, nous étions plus clairvoyants, nous, la petite troupe, qui avons travaillé à démasquer ces criminels et pour amener, en février, la paix universelle. Mais nous en fûmes empêchés. Nous fûmes jetés en prison et des six, huit, dix années de travaux forcés nous attendaient, c'est-à-dire la mort de l'esprit. Lorsque nous sommes sortis de prison, qu'avons-nous fait, nous tous? Le jour même, nous avons repris la lutte où nous avions dû la laisser, parce que nous avons été interrompus par la violence de personnages dont on ignore aujourd'hui dans quel coin ils sont allés se cacher. (*Très juste!*) Messieurs, je vous exposerai tout à l'heure la situation telle qu'elle est. Je ne vous demanderai qu'une chose : ne croyez pas un mot de ce que dit la presse, pas un mot. (*Bravos.*)

Pour ces messieurs de la presse, je veux ajouter ceci : J'ai lu, hier et aujourd'hui encore, que « ma situation est ébranlée ». A l'homme qui a écrit cela, ou qui l'a

répété ou dicté, cela ne coûte qu'un maigre effort intellectuel. Voilà tout ce qu'il y a derrière ça. Je parlais, hier, avec un représentant des *Münchener Neueste Nachrichten*; je lui ai dépeint les sentiments du peuple et le péril qui menace la presse si les passions populaires se déchainent. (*Très bien!*) Au même moment, je reçus une dépêche d'une petite ville du Haut-Palatinat confirmant pleinement ce que je venais de dire. Le C. O. S., furieux des machinations de la presse, n'avait pas trainé et avait suspendu le journal de l'endroit pour trois jours. (*Très bien!*) Messieurs, vous criez: bravo! Je dois avouer qu'il me répugne profondément de traiter ces gens de cette façon. Mais il y a des limites à ma patience et à ma conviction qui est que la nouvelle liberté ne peut mûrir qu'à condition d'être complète; il y a cette limite que nul ne doit nous empêcher d'arriver à la paix. (*Très juste!*) Messieurs, le Conseil des ministres a décidé, hier, à l'unanimité, d'inviter instamment la presse à ne pas publier ces nouvelles sensationnelles qui excitent aujourd'hui l'opinion contre l'Entente, ces nouvelles extravagantes sur des transports de troupes vers la frontière allemande, etc. Nous avons exprimé le désir — et c'est là une décision unanime du Conseil des ministres — que la presse, en donnant de pareilles nouvelles qui peuvent être dangereuses pour le bien public, ait au moins l'honnêteté d'indiquer ses sources. (*Bravos.*) Messieurs, je ne sais si je me trompe; il me semble que je suis dans une situation plus heureuse que vous. Depuis trois semaines, je ne lis plus les journaux, je n'en ai pas le temps. On me les montre de temps à autre. Cet alcoolisme de presse n'enivre que les gens, les malheureux qui lisent cette presse. Moi, j'ai le bonheur de n'en lire aucun. Si je suis bien informé, cette décision unanime du Conseil des ministres n'a été publiée dans aucun journal. J'espère qu'on la lira dans les journaux du soir, qui croient que je suis

isolé dans le Conseil des ministres et que je fais une politique personnelle. Ils ont là une bonne occasion pour voir si le Conseil des ministres va me désavouer. Messieurs, jusqu'à présent, nous y avons été unanimes en toutes choses, mais il est évident que ceux des ministres qui étaient des adversaires de la révolution et qui, pendant la guerre, ont fait une autre politique que la nôtre, n'ont pas encore pu se pénétrer de l'esprit nouveau. Messieurs, dans les circonstances actuelles, je tiens la vérité pour le seul moyen d'améliorer les choses, et c'est pour cela que je ne veux cacher aucun secret. Je dis ce qui est et je dis ce que je pense.

Messieurs, je ne me suis pas trompé pendant la guerre, et moi qui ai fait de la guerre mon étude spéciale, je sais que je ne me trompe pas aujourd'hui. Le danger qui menace les C. O. S. P., c'est qu'on y porte la confusion dans l'intérieur et qu'on tente d'instituer le parlementarisme traditionnel, où le peuple n'aurait d'autre part que de rester spectateur impuissant. Ce rétablissement du parlementarisme vieux style signifie l'élimination des organisations des O. S. P. Voilà ce que j'essaierai d'empêcher autant et aussi longtemps que j'en aurai la force.

Il y a encore un autre danger, messieurs, qui menace les C. O. S. P.; celui-là est intérieur à leurs propres organisations. Certains éléments, des éléments impurs et contre-révolutionnaires, ayant vu que ces organisations sont bien vivantes et qu'elles grandissent, essaient de s'en emparer. (*Très juste!*) Soyez prudents et faites bien attention aux gens avec lesquels vous travaillez. On voit toutes sortes de visages nouveaux et singuliers. Lorsque je parlais dernièrement au C. O. S., à Berlin, je ne fus pas peu étonné de voir dans cette organisation d'une ville de trois millions d'habitants, certaines personnes qui, peu de temps avant, se trouvaient dans l'autre camp. (*Écoutez!*) J'ai même vu

apparaître, à la tête des C. O., des entrepreneurs. (*Rires.*) Des entrepreneurs de la pire réputation. (*Écoutez!*) Voilà l'autre danger qui (*Interruptions*)... Je puis de suite citer des noms. Il y a quelques jours, l'ancien député au Landtag, M. Abresch, vint du Palatinat nous voir (c'est l'un des plus intéressants... du Palatinat). Pendant deux jours, nous nous sommes entretenus, au Gouvernement, avec ce monsieur et avec le C. O. qu'il connaissait, pour nous occuper de l'aide à donner au Palatinat et c'est justement moi qui ai réussi à faire organiser dans le Palatinat le secours le plus efficace. Ce M. Abresch nous quitta avec des paroles de remerciement. Aussitôt après, il fait communiquer par sa presse du Palatinat — intéressant exemple des machinations de la presse actuelle! — qu'en quittant Munich, il avait emporté l'impression que moi et les autres ministres — qu'il avait vus également — avaient déjà renoncé au Palatinat. (*Écoutez!*) Oui, messieurs, et pourquoi cela? Parce que la bourgeoisie du Palatinat s'apprête déjà à passer du côté de la France. (*Très juste. — Protestations.*) Quelqu'un dit: « Ce n'est pas vrai! » J'ai les rapports officiels sur cette activité de certaines sphères du Palatinat, des rapports directs des différents districts. (*Interruptions.*) Je ne sais pas si vous faites partie de la bourgeoisie du Palatinat; je suppose que vous êtes soldats. (*Interruptions.*) Je me réfère à des rapports officiels émanant non du Gouvernement révolutionnaire, mais de l'ancien Gouvernement. Les messieurs de la bourgeoisie capitaliste se disent: « L'Allemagne est en décadence au point de vue économique; là-bas, chez l'Entente, nous verrons un essor économique; agissons pour le mieux de nos affaires, et nous qui, hier, étions gouvernementaux et annexionnistes farouches, adaptons-nous aux nouvelles circonstances. » Ce ne sont pas les Français qui veulent avoir le Palatinat, mais certains milieux du Palatinat veulent

avoir la France (*Fi! fi!*) et, parce qu'on ne veut pas l'avouer ouvertement, ces messieurs disent avoir quitté Munich avec l'impression que nous renoncions déjà au Palatinat. (*Interruptions.*) Nous ne renonçons pas au Palatinat, en aucun cas, parce qu'au point de vue culture, sentiment et tempérament, les habitants du Palatinat représentent le vin dans la population bavaroise. (*Approbatons.*) Nous renonçons à sa bourgeoisie, mais non au Palatinat. (*Très juste!*) Messieurs, par ce seul exemple, je vous ai montré combien est dangereuse votre propre situation. M. Abresch était le chef du C. O. du Palatinat. Nous devons montrer la plus grande méfiance, surtout contre ceux qui, hier encore, étaient dans un camp peut-être proche du nôtre, mais dans lequel on faisait tout de même une autre politique que chez nous, dans l'opposition. Et nous devons nous méfier, avant tout, de ceux qui profitent des circonstances pour s'emparer des C. O. S. Il nous revient déjà qu'en Haute-Bavière, ce sont des hommes du Centre qui se sont mis à la tête de ces organisations. C'est parce que l'éducation du peuple est très basse que le danger est si grand, et il est d'autant plus grand que tous les éléments renversés d'hier tremblent pour leur existence, au vrai sens du mot. (*Très juste!*) Et dans cette crainte, ils cherchent à sortir de l'abîme, de n'importe quelle manière ; je dirais presque qu'ils rampent, qu'ils se glissent, qu'ils se poussent pour s'accrocher aux nouvelles organisations. Ces nouvelles organisations révolutionnaires doivent leur servir d'échelle, pour remonter, eux, les vaincus, à la lumière du soleil.

Et puis, ces faux bruits, ces racontars, qui courent de bouche en bouche ! Aujourd'hui, il faut peut-être dix années pour faire admettre une vérité (*Très juste!*), mais un mensonge parcourt le monde en cinq minutes. C'est une forme de la maladie mentale qui pèse sur les masses par suite de l'épuisement nerveux dû à la guerre.

Je pourrais vous proposer une expérience. Chaque jour, je communiquerai moi-même ces racontars absurdes, et je suis persuadé que ces dix racontars que j'aurai fabriqués moi-même trouveront plus de créance auprès des masses que les choses les plus sensées que j'aurai faites. (*Très juste.*) Nous pourrions peut-être bientôt faire cet essai. (*Hilarité.*) On vient de me téléphoner : « On raconte, à Illingen et Donauworth, que le régiment de la Garde de Munich a renversé le Gouvernement. (*Hilarité.*) Depuis que j'ai le plaisir très douteux d'avoir été placé par le sort à ce fauteuil présidentiel, l'on m'assassine tous les jours. Celui que se trouve devant vous est déjà plus de vingt fois un cadavre. (*Rires.*) D'après ces racontars, les Affaires étrangères sont, tous les jours, prises d'assaut; on tient des réunions dans lesquelles la contre-révolution de droite ou de gauche est mobilisée. J'ai pensé souvent que c'est une véritable consolation pour un pauvre homme de ne pouvoir être assassiné qu'une seule fois. Sa dépouille, si elle peut encore éprouver quelque sentiment, sera contente d'avoir enfin la paix. Mais tant que je serai vivant, je ne laisserai pas toucher à l'œuvre à laquelle j'ai travaillé, collaboré pendant des années; je n'y laisserai toucher ni la folie actuelle, ni le crime d'hier. (*Vifs applaudissements.*) Nous avons décidé, hier, au Conseil des ministres, de rechercher l'origine de ces faux bruits et de ces informations répandues par la presse. (*Bravos.*)

En ce qui concerne le service des informations, je suis décidé à intervenir personnellement si ces menées devaient prendre de l'extension.

Pourquoi tout cela, messieurs? Dans la première huitaine, le nouveau Gouvernement, et surtout ma personne, avait une très bonne presse. Cela m'était fort désagréable et je n'aurais pas été surpris si les masses étaient devenues méfiantes. Elles auraient dit : « Voilà

un homme au Gouvernement qui n'agit pas autrement que les autres; il oublie son passé, ses convictions révolutionnaires et ne cherche qu'à vivre bien tranquille et bien paisible! » Je crois que la masse éprouvait quelque peu ces sentiments. (*Très juste.*)

Heureusement, la presse recommence à m'injurier et me voilà rassuré. Je sais qu'elle ne m'enlèvera pas la confiance des masses. Chaque jour, je suis prêt à faire appel aux masses et je ne doute pas le moins du monde qu'elles feront confiance à celui qui, pendant des années, a su bien juger la politique de paix, qui en a bien jugé chaque point; elles feront confiance, dis-je, à celui qui, à l'instant où il entrevoyait le sort de la politique allemande dans la guerre, s'était décidé à s'y opposer malgré la situation si difficile, malgré l'état d'esclavage de ces dernières années et malgré la dictature du G. Q. G. Je ne doute pas le moins du monde qui obtiendra la confiance. L'excitateur — on n'excite pas ouvertement, mais on intrigue toujours dans les coulisses, — nous saurons le trouver dans son coin; qu'il nous dise alors, les yeux dans les yeux, ce qu'il veut. Toute cette misérable politique d'intrigues, de mensonges, de machinations ténébreuses, nous voulons nous en débarrasser. Que celui qui lance des accusations ait le courage de le faire au grand jour. (*Bravos. — Très juste!*) Que celui qui cherche à influencer les organisations le fasse en plein soleil, dans la pleine lumière de la vérité; qu'il n'emploie pas les anciennes méthodes et ne fasse pas la politique qui a jeté l'Allemagne dans le désastre.

Ce sont les mêmes procédés employés en juillet 1914 pour cuisiner la guerre qu'on songe à reprendre aujourd'hui pour organiser la contre-révolution, non pas avec des fusils ou des mitrailleuses, mais en minant l'intérieur et en semant des germes de méfiance. Ceux qui sont restés lâchement à l'écart, qui n'ont rien prévu, qui ne se sont occupés, prudents et insinuants, que de

leurs propres intérêts, ceux-là cherchent aujourd'hui, tapis dans les coulisses, à ramener les mœurs d'autrefois. (*Très juste.*) Et maintenant, je vais essayer de vous présenter brièvement les dessous de la politique actuelle.

Ma politique et celle de mes collègues, dans le gouvernement actuel, obtinrent l'approbation générale, à l'exception de celle du Centre, jusqu'au jour où ces messieurs se sont aperçus que nous ne songions nullement à suivre les chemins battus. Au moment donc où l'on se rendit compte que nous ne nous laisserions pas duper ni tromper, le vent changea. La semaine passée, je suis allé à Berlin, comme représentant du Gouvernement — vous savez bien que j'étais avec ma fille, dans le wagon royal! (*Interruptions.*) Oh! j'ai encore bien autre chose sur la conscience. Cela m'a été répété, aujourd'hui, par notre président. — Combien de millions ai-je soustrait ?

LE PRÉSIDENT : Deux millions !

EISNER. — Deux millions ! Mais il n'existe pas à Munich autant de numéraire que ça ! Puis, je suis aussi allé à la Banque, la nuit de la révolution, et j'ai emporté dans mon sac de montagne tous les trésors de cette banque. Je me réjouis que ces messieurs aient si peu d'imagination et qu'ils me chargent de leurs propres péchés et de leur propre politique.

A Berlin, je vis un spectacle surprenant que je n'aurais jamais cru possible : toute l'ancienne machine gouvernementale y fonctionnait intégralement. (*Écoutez!*) Cette machine gouvernementale est représentée par ces messieurs des Affaires étrangères. J'ai l'habitude de prendre des décisions rapides quand j'en vois la nécessité. J'ai donc sorti, des archives secrètes de la légation bavaroise, le document qui montre au plus aveugle à qui nous devons la guerre. Parmi les sottises publiées par la presse figure celle-ci : j'aurais, par là, appris

quelque chose de nouveau à l'Entente. Mais l'Entente sait tout ça depuis juillet 1914. (*Très bien!*) Elle n'a pas besoin de nos révélations. Nous posséderons, prochainement, en Allemagne — les frontières sont maintenant ouvertes, — tous ces actes d'accusation, ces documents sur la responsabilité allemande qui sont répandus, depuis 1914, à des centaines de milliers d'exemplaires dans les pays neutres. Tout cela était interdit, comme, par exemple, mes écrits, par des généraux commandants, et était interdit non seulement ce que j'avais déjà écrit, mais tout ce que je pouvais écrire. Voilà la confiance qu'on avait dans la force de la vérité. L'Entente n'a point besoin d'être éclairée, mais le peuple allemand doit enfin savoir à qui il doit ces quatre années et demie et cette débâcle. Aux Affaires étrangères régnait une terreur folle à la suite de ces publications. (*Cris: Chez qui?*) — Chez tous! Aux Affaires étrangères, ils sont encore tous des hommes de l'ancien régime (*Cris: Et à Munich?*) Ils sont en relation avec toute la presse de l'Allemagne et des pays neutres. Les conférences avec la presse, ces moyens de corruption et d'abêtissement de l'Allemagne, continuent. (*Ecoutez!*) On y fabrique toujours l'opinion publique!

Dans cette réunion de représentants des Républiques allemandes, je demandai, avec l'approbation unanime et sans nulle opposition, que les hommes compromis par ces révélations, tels que Zimmermann et von Jagow, fussent arrêtés sur-le-champ. (*Bravos.*)

Depuis ce moment, ont commencé contre moi les excitations de la presse. Je ne leur en veux pas, de ce qu'ils aimeraient mieux ma perte que la leur; c'est l'instinct de la conservation. Mais je suis bien certain qu'il ne s'agit que d'un sursis pour ces éléments. Si le peuple de Berlin s'éveille, malheur à eux! Mais le pauvre peuple de Berlin est tellement épuisé par les travaux des années de guerre, par le manque de nourriture et par la

mauvaise alimentation — il en est ainsi depuis les masses jusqu'aux chefs, — qu'il lui manque cette énergie qu'on trouve en Bavière, parce que les conditions d'existence y ont été moins défavorables. Il y a dans le Nord un épuisement physique, au vrai sens du mot, et toutes les constatations que nous regrettons d'avoir à faire proviennent essentiellement de cet épuisement.

Le ministère des Affaires étrangères reste en relations avec ses agents de la Haye, de Suisse, de Copenhague. De tous ces endroits, on continue à tenir les fils de la presse allemande. Vous qui n'êtes pas des politiciens de métier, vous savez que, déjà avant la guerre, l'un des spectacles les plus abominables, en Allemagne, fut la fabrication de l'opinion publique et l'inexistence d'une presse indépendante en matière de politique étrangère, car toute la presse ne faisait que répéter ce que lui était dicté par Berlin. Ce n'est que comme ça que devint possible la surprise du 1^{er} et du 4 août. Toute cette machine fonctionne encore aujourd'hui. La *Münchener Post* racontait, l'autre jour, d'après une information suisse, qu'il y avait encore à Berne, à la légation allemande, 1.200 agents de la presse, des agents de l'ancien régime, qui y continuaient leur activité. Ces messieurs craignent aussi de perdre leur gagne-pain et ils se rendent encore aujourd'hui utiles en fabriquant les nouvelles sensationnelles qui circulent dans la presse.

J'ai déclaré à ces messieurs de l'ancien régime qu'ils étaient impuissants à conclure la paix, à mener des pourparlers d'armistice. M. Erzberger, le même M. Erzberger qui, avant la guerre, pendant les journées critiques, demandait que ceux des socialistes qui protestaient contre la guerre fussent fusillés ou condamnés aux travaux forcés à perpétuité (*Ecoutez!*), cet homme, qui était alors pangermaniste, mais qui, sentant un jour que les affaires pangermanistes n'allaient plus,

courut vivement dans l'autre camp où l'on prêchait une soi-disant paix de conciliation, ce même monsieur dirige aujourd'hui l'opinion publique en Allemagne. J'avais l'avantage d'être assis en face de lui et je lui ai dit, les yeux dans les yeux : « Monsieur Erzberger — il se plaignait que le maréchal Foch ne traitât pas avec lui, — comment pouvez-vous, vous qui avez dépensé des millions à acheter les journalistes de l'intérieur et de l'étranger pour qu'ils écrivent contre l'Entente, comment avez-vous le courage de vouloir traiter de la paix et de l'armistice? » Comme il cherchait à nier, je dis : « Monsieur Erzberger, je suis en possession des documents bavarois et, parmi ceux-ci, il y en a qui vous concernent! » Il baissa la tête, devint rouge et se tut. (*Ecoutez!*)

Je vous le demande, pouvons-nous espérer que ces gens-là obtiennent la confiance de l'Entente? C'est de l'audace, de l'aberration que de les envoyer dans le camp ennemi. Renversez les rôles. Voudrions-nous traiter avec des gens pareils? Il est vrai que nous avons, à Berlin, un gouvernement révolutionnaire, mais il n'a rien à dire. Karl Kautsky, l'homme qui jouit dans l'Internationale, parmi les masses ouvrières du monde entier, de la plus grande confiance, est aux Affaires étrangères, mais M. Solf, le chef du ministère des Affaires étrangères, publie ses décisions, ses protestations, ses communications, sans en faire part à l'homme de confiance de la social-démocratie.

Karl Kautsky s'en est plaint publiquement, mais les plaintes ne servent à rien. Il faut nettoyer, désinfecter le ministère des Affaires étrangères. (*Très juste!*)

Tant que ce ministère ne sera pas désinfecté, les excitations de la presse continueront. Ces messieurs ne luttent pas pour leur emploi, mais pour leur liberté et leur vie. Malheur à eux, le jour où l'Allemagne instituera

une Haute-Cour pour juger les coupables ! Nous verrons alors bien des surprises !

J'ai dit que les hommes qui luttent pour leur existence ne s'en iront pas volontairement ; il faut les y obliger. Je viens de faire une description des mœurs de la politique actuelle. Vous devez vous dire, même si vous n'avez pas de notions politiques : Il est réellement impossible que ces hommes, qui ont conduit jusqu'à ce jour la politique de guerre et qui sont responsables de sa faillite, puissent encore diriger la politique (GANDORFER : *Très juste !*)

C'est une situation impossible, et s'ils n'avaient pas la conscience si mauvaise, s'ils ne leur fallait craindre le jour où un esprit nouveau entrera au ministère des Affaires extérieures de Berlin, les coupables seraient démasqués en foule. (*Très juste !*) Quand les millions corrupteurs des Affaires étrangères (*Cris : Les millions de Krupp !*) ne seront plus à leur disposition, alors commenceront les temps nouveaux, où les fantômes du passé s'écrouleront !

Messieurs, il est difficile de conduire seul une lutte pareille. Mais encore un peu de patience ; dans quelques semaines, peut-être, nous aurons vaincu ; alors, non seulement la révolution sera assurée, mais nous aurons aussi la paix. Vous pouvez m'en croire (*Cris : des preuves !*) Des preuves ? quelle demande ! Je ne puis prouver ce qu'apportera l'avenir, je ne puis que prouver ce que nous a apporté le passé. (*Très bien !*) Et ces preuves, je peux les donner devant n'importe quel tribunal, devant le monde entier. (*Très bien !*) Deux jours avant la révolution, lorsque les masses, quittant une réunion électorale, à Munich, affluèrent, dans la nuit, à la Theresienwiese, et que ces milliers d'impaticnts demandèrent à agir et à aller, dans la nuit même, à Munich, déchaîner la révolution, je leur dis : « Dans 48 heures, Munich se lèvera ; j'en répons sur ma tête ! »

J'ai tenu parole, presque à une minute près, montre en main. Si quelqu'un avait dit, dans cette matinée, lorsque, seuls, quelques ouvriers et soldats étaient dans la confidence, si j'avais dit que la domination des Wittelsbach, vieille de 800 ans, serait abolie en quelques heures et qu'une République bavaroise serait proclamée, on m'aurait enfermé aussitôt dans un asile d'aliénés. (*Très bien!*) Mais ces mêmes messieurs, qui n'ont cru à rien, que nous trouvions, pendant la guerre, toujours contre nous dans la lutte pour la liberté et l'idéal, prétendent maintenant, alors que c'est nous qui avons vaincu, que leurs idées doivent prévaloir et leurs intérêts être soutenus comme auparavant. (*Très bien!* — *Cris: l'évêque de Eichstadt!*) Messieurs, je vous le demande — je suis convaincu que tous, sans exception, vous êtes d'avis qu'après la révolution, les hommes de l'ancien régime ne doivent plus régner, sans quoi la révolution est abolie, — je vous demande: Voulons-nous rappeler Guillaume II, Ruprecht et Louis II? Voyons le motif que l'on invoque pour que ces messieurs des Affaires étrangères gardent leurs fonctions et continuent leur activité néfaste. Les socialistes majoritaires du gouvernement prétendent que l'on ne saurait se passer d'eux à cause de leurs connaissances techniques qui manquent au nouveau personnel. (*Rires.*) Je connais maintenant les diplomates, non seulement du dehors comme autrefois, mais du dedans. Messieurs, je suis prêt à faire de chacun de vous un secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, et, dans les 24 heures, il se tirera d'affaire mieux que ses prédécesseurs. (*Approbatons et protestations.*) Quelques auditeurs paraissent avoir encore des idées très superstitieuses et mystiques sur la compétence des diplomates. (*Cris: Des retardataires.*) Des diplomates comme ceux qui nous ont valu la guerre, nous pouvons en avoir tous les jours, ce

n'est pas difficile, mais nous sortir de la guerre mondiale, voilà qui demande du courage, de l'esprit, du savoir, de l'énergie. (*Bravos.*) En Allemagne, la diplomatie était une sinécure pour gens qui voulaient travailler le moins possible. (*Très juste!*) Et si l'ère révolutionnaire que nous traversons n'aboutit pas, nous aurons au moins vu et appris ça et nous pourrons le prouver. Un seul exemple : ce monsieur Solf qui paraît indispensable à certaines gens parce qu'il est de la carrière, ce monsieur Solf, désirant obtenir de l'Entente des conditions plus favorables, s'adresse non aux peuples ou aux gouvernements de l'Entente, mais au Président Wilson ; c'est-à-dire qu'au moment où il dépend de l'amitié, des bonnes dispositions des puissances jusque là ennemies, il les offense en ne montrant de confiance qu'en un seul homme. (*Très vrai.*) Je lui dis ça carrément et à ce reproche, il ne trouva pas la moindre réplique. (*Ecoutez!*) Je dis : « Je ne suis pas diplomate, je ne le deviendrai jamais et ne veux pas le devenir ; mais je ne suis pas assez incapable, pour vouloir, dans notre situation, irriter aussi ni aisement la susceptibilité de mes adversaires. » (*Bravos.*) Voilà l'homme de la compétence duquel on ne peut se passer. Quand M. Solf lut son rapport, un étonnement général se fit dans la salle du Congrès au palais du chancelier à Berlin. Il aurait pu en faire autant, il y a quatre ans. Un ramassis d'opinions de journaux sur la situation constituait le contenu de son rapport.

Ces messieurs ont provoqué la guerre. Ces messieurs sont cause de la continuation de la guerre. Ces messieurs se sont toujours soumis aux dictateurs, que hantait la folie des grandeurs militaires. C'est sur ces messieurs que retombe le sang de toutes ces années. (*Très juste.*) Peu importe qu'il s'agisse d'annexionnistes ou de soi-disant politiciens de conciliation, car ils étaient tous sur le même terrain. Tous ont fait la même politique ; ce n'est que sur l'étendue de leurs prétentions qu'il y avait

des doutes ou des divergences d'opinion, et maintenant l'Allemagne se trouve dans cette situation, que nous allons périr si nous n'arrivons pas à la paix. (*Très juste!*) J'en appelle maintenant à votre bon sens; quelles que puissent être vos opinions sur la politique et sur le caractère des Gouvernements ennemis, il vous faut convenir d'une chose, c'est qu'il n'y a qu'un moyen de nous sauver: c'est de traiter avec eux au plus vite. (*Très juste!*) Vous devrez encore convenir — je ne parle pas de mon opinion personnelle sur l'Entente, ni de sa politique, cette politique peut être aussi mauvaise, aussi suspecte que possible. — vous devrez convenir que les chefs de l'Entente, qui ne sont que des hommes, et que ses peuples, ne voudront pas traiter avec des personnes sur lesquelles pèse le passé. C'est impossible. Voilà les demandes que soulève l'Entente. (*Cris: Quelles sont ces personnes?*) — Toutes les personnes qui sont actuellement aux Affaires étrangères, à l'exception des représentants de la social-démocratie, tous les diplomates, tous ces négociateurs, qu'ils siègent dans la Commission de l'Armistice ou ailleurs. (*Cris: Qu'est-ce que cela a à faire avec Scheidemann et David?*) Eh bien! pour Scheidemann, je l'ai déjà dit hier et avant-hier que M. Scheidemann a de grandes qualités et qu'il est partout l'homme approprié. Mais il ne doit pas occuper cette situation prépondérante d'où l'on est appelé à conduire les négociations de paix. (*Très juste!*) Et le D^r David, qui est aux Affaires étrangères, serait un excellent ministre des Cultes en Prusse, et je suis le dernier à vouloir diminuer ses capacités personnelles; je ne veux pas non plus soupçonner son caractère, mais il est vraiment la bête noire de l'Entente. (*Très juste.*) C'est de lui que proviennent toutes ces publications, ces publications gouvernementales qui veulent prouver l'innocence de l'Allemagne, et voilà ce qui révolte l'Entente. Imaginez-

vous la situation dans laquelle se trouve notamment la France, le pays dévasté par les méthodes de guerre allemandes, qui, d'après ce que l'on m'a appris, ont été appliquées jusqu'à la dernière minute, un pays violemment excité contre nous. Eh bien ! messieurs, voilà qu'on lui demande de traiter avec des hommes qui jettent encore sur le peuple envahi le soupçon d'avoir été l'agresseur. (*Très bien !*) Il suffit d'un peu de bon sens pour se rendre compte du jeu criminel que l'on joue avec l'avenir de la nation allemande si ces personnes allemandes continuent à occuper des fonctions où ils peuvent causer les plus grands malheurs. (*Interruptions.*) Je comprends parfaitement que ceux qui étaient au front ou dans les casernes n'aient rien su de cela. Mais nous, la petite troupe qui, pendant la guerre, avons lutté au mépris de la mort contre la folie collective de l'Allemagne, nous le savons ! Tous les pays neutres le savent, le monde entier le sait, que tout est falsifié. (*Interruptions.*) C'est entendu, nous n'avons aucune influence sur l'étranger, mais nous en avons dans l'intérieur du pays. (*Vifs applaudissements.*) Quand tous les documents seront publiés et auront paru dans les pays neutres, je crois qu'aucun de ces hommes ne survivra à ce fait. Ce jour-là, on demandera des comptes à tous ces journalistes, à tous ces professeurs, à tous ces agents de Krupp, qui a dépensé des millions pour répandre ses mensonges. Je n'en veux à aucun de ceux qui, pendant quatre ans et demi, ont lu la *Gazette de Cologne*, les *Dernières nouvelles de Munich* ou même le *Berliner Tageblatt*, si la tête leur tourne aujourd'hui. (*Très juste !*) Mais le fait demeure que tout ce que j'ai écrit pendant la guerre — ces écrits paraîtront prochainement en librairie — n'a pu être publié depuis l'automne 1914, par la faute de la censure. Mais je ne veux pas toujours faire de polémique. Vous pouvez penser de l'Entente ce que vous voudrez. Vous pouvez

croire qu'elle a sa part de responsabilité ; pour moi, je la crois non coupable, pas même co-responsable. Vous pouvez en penser ce que vous voudrez, mais, en tout cas, vous devez convenir que, pour le moment, nous ne pouvons continuer à vivre sans l'Entente. (*Très juste!*) C'est pourquoi il nous faut chercher des voies nouvelles : voilà la politique étrangère que je continuerai à faire avec énergie et sans ménagement et que je n'abandonnerai que si elle échoue, ce que je ne crois pas. Ce qu'il nous faut, c'est ceci : il nous faut, à Berlin, un gouvernement révolutionnaire, un gouvernement énergique. Si nous avions des hommes énergiques, Solf, Von dem Busche, et tous les autres des Affaires étrangères auraient déjà disparu. Ces messieurs n'existent que parce que nous n'avons pas les hommes capables de tenir fortement les rênes en main. Ah ! pendant que j'y pense, nous avons nos postes de télégraphe, téléphone et télégraphie sans fil. Dans tous ces postes, même dans les Etats particuliers, se trouvent encore les hommes de l'ancien régime. Ils correspondent entre eux, se donnent mutuellement le mot d'ordre et c'est de là que viennent les nouvelles inquiétantes qui nous jettent dans la confusion.

Avant-hier — je le répète parce que c'est très important, quelques-uns d'entre vous l'ont sans doute entendu, — j'ai dit que j'avais publié, quelques jours auparavant, une note contre la déclaration de Hindenburg. Cette note ne s'adressait pas à sa personne, au militaire Hindenburg, mais à la politique que l'on faisait en son nom. Avant-hier, on m'a téléphoné du G. Q. Au nom de Hindenburg, le plénipotentiaire bavarois, le général Koberle, je crois, me dit ses regrets — je vous le dis publiquement, parce qu'en ce moment il ne peut y avoir de secret pour moi — de ce que le vieux chef du G. Q. s'était senti très offensé par ma publication et que l'offense était imméritée parce que cette déclara-

ration, propre à irriter l'Entente à cause de toutes les protestations qu'elle contenait, avait été faite d'accord avec le Gouvernement. (*Écoutez!*) Bien entendu, j'ai compris de suite ce qui en était et le but de ma note était justement de faire sortir les rats de leurs trous. Je demandai : « Quel est ce gouvernement allemand ? Moi, je ne connais pas de gouvernement allemand. Avec qui vous êtes-vous entendu ? » Naturellement, on me téléphone ; « Avec le Ministre des Affaires étrangères, à Berlin. » Justement les messieurs que je combats ! Je dis : « Ah ! les Affaires étrangères vous ont dicté cela ? » On ne voulait pas en convenir, mais on avoua que l'on avait agi à l'instigation des Affaires étrangères. (*Écoutez!*) Sur ce, je priai le général de déclarer, en mon nom, ceci au feld-maréchal Hindenburg : « Je regrette beaucoup de l'avoir froissé, mais je regrette encore plus que le militaire Hindenburg se soit de nouveau prêté à des intrigues politiques de Berlin. » (*Très bien!*) Le général Koberle termina notre conversation politique par la promesse que le G. Q. G., qui se trouvait encore, avant-hier, à Kassel, montrerait à l'avenir une plus grande prudence dans toutes les questions politiques. (*Écoutez!*) Voilà découverte la source d'une de ces nouvelles alarmantes, et le représentant du G. Q., par ses promesses pour l'avenir, m'a avoué indirectement que l'on avait publié cette nouvelle sans songer à sa répercussion politique.

Messieurs, je veux vous communiquer encore d'autres informations, qui proviennent de différentes sources qui, toutes, se trouvent à Berlin ou dans les agences. Hier, les *Münchner Neueste Nachrichten* annonçaient que M. Clemenceau avait l'intention d'incorporer du territoire bavarois à la République tchèque. Naturellement, il y eut aussitôt une grande inquiétude en Bavière et dans le Haut-Palatinat. Cette fois-ci non plus, je n'ai à garder aucun secret. J'ai parlé hier avec

le représentant de ce journal et je lui ai demandé: « De qui tenez-vous cette nouvelle? » Il invoqua le secret professionnel. (*Interruptions.*) Mais le secret professionnel a ses limites, quand le sort de l'Allemagne est en jeu. (*Vifs applaudissements.*)

Messieurs, depuis le début de la révolution, nous vivons en relations amicales avec la République tchèque. (*Bravos.*) Nous avons un représentant à Prague. Toutes les nouvelles militaires qui concernent l'Egerland, sont inventées. Je ne sais trop si je dois vous communiquer le résultat de notre conversation. Il me fut répondu d'abord que la nouvelle venait soit de Berne, soit de Bâle, mais certainement de Suisse. Il faut savoir que toutes ces informations viennent toujours de Suisse. Berne et Bâle sont synonymes de Berlin. Et même quand elles viennent de Berne. (*Très juste!*) ... Mais vous ne savez rien des mœurs de la presse! Savez-vous comment on fabrique l'opinion publique? Je puis vous dire ce qui en était avant la guerre. Quand le chancelier fait un discours au Reichstag, un représentant de la chancellerie de Berlin télégraphie à Vienne ce que Vienne pensera du discours du chancelier. Ensuite Vienne télégraphie ce rapport à Berlin en le donnant comme l'impression produite à l'étranger. (*Ecoutez!*) Déjà, avant la guerre, on agissait comme ça; et vous pouvez maintenant vous imaginer tout ce que l'on a fait pendant la guerre. Pour en revenir à notre fausse nouvelle, on m'assura qu'elle provenait d'un homme très bien informé, plus proche de mon parti qu'un pangermaniste, et qui vivait en Suisse. Mais, après une longue conversation, je pus savoir que cette nouvelle venait, non pas de Suisse, mais de Munich, et que le monsieur bien informé l'avait entendue répéter en Suisse. (*Ecoutez!*) Ensuite on pouvait lire dans la presse: « Nous exigeons du Gouvernement et des Affaires étrangères des explica-

tions sur cette affaire. » Pendant la guerre, MM. les journalistes n'ont pas osé publier une ligne sans la soumettre à la censure. Pourquoi, avant de publier de pareilles insanités, ne nous demandent-ils pas ce que nous en pensons? (*Très bien! — Bravos.*) Pourquoi nous posent-ils, publiquement, des questions? Tout simplement parce qu'ils jouent leur rôle dans ces machinations insensées. (*Bravos.*) Pour conclure, je reviens à ceci: Avec moi, vous devez convenir d'une chose, c'est que nous avons besoin de la confiance de l'Entente. Nous n'avons des vivres que pour quelques mois. Ces vivres dureront peut-être jusqu'à fin mars et, d'ici-là, nous n'aurons que des rations de famine. Berlin nous a communiqué un rapport officiel. Il en résulte que l'ancien Gouvernement a augmenté les rations de pain sans avoir les réserves nécessaires, rien que pour agir sur l'état d'esprit de la population. Voilà comment on a gouverné jusqu'à la révolution, à l'aveuglette; on a fait une politique aventureuse, banqueroutière, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur et dans les affaires militaires. (*Très juste!*) Nous n'avons pas de matières premières, pas de charbon, pas de coton. Il nous est impossible de gaspiller maintenant le peu de matières premières que nous possédons, à fabriquer des munitions. Nous sommes menacés de chômage.

Et maintenant, je vous en supplie et vous en conjure: aidez-nous au moins à tâcher d'arriver à un résultat quelconque avec l'Entente. (*Bravos.*) Loin de moi l'idée d'implorer, de mendier auprès de l'Entente. Je résisterais jusqu'au bout à toute exigence qui nous humilierait et nous écraserait. Mais les peuples de l'Entente veulent aussi la paix, leurs soldats veulent aussi retourner à leurs foyers, on y veut aussi instituer des temps nouveaux, comme chez nous. Et c'est là l'intérêt général des peuples; aucune contradiction en cela. Il nous faut partir de cette idée pour refaire le monde

qui doit commencer par une entente réelle, loyale et sincère avec les puissances ennemies.

Et si la presse continue ses tentatives déjà commencées, qu'elle finira par faire aboutir, je crois que si elle continue à répandre ses fausses nouvelles et ses excitations contre l'Entente, elle ne le fait que par diversion, pour que l'opinion publique oublie les coupables en Allemagne et soit montée contre l'ennemi ! Puisqu'elle agit ainsi, dans ce but parfaitement clair, qu'on ne nous empêche pas de prendre le seul chemin qui puisse nous sauver. Car la presse qui, politiquement, est aussi peu éduquée que le public allemand — et voilà en quoi consiste son succès : c'est qu'elle se trouve au même niveau que le public, — cette presse ne dirige pas la politique, mais elle est dirigée, surtout dans les questions de politique extérieure. Combien d'hommes compétents y a-t-il en Allemagne qui se soient occupés de politique étrangère ? Je fais partie des rares personnes qui, de tout temps, en ont fait leur étude. Je dis que si ces représentants de l'opinion publique avaient un tant soit peu de raison et un peu de bonne volonté, ils devraient surtout éviter de donner l'impression qu'en Bavière, tout est sens dessus-dessous et qu'on n'y attend qu'une chose, c'est de constituer un nouveau gouvernement, d'élire une Assemblée nationale et de dissoudre tout ce que l'on a créé jusqu'ici. Il doit forcément se produire chez l'Entente cette impression qu'il n'existe plus du tout en Allemagne de personnes capables de conduire les négociations. Même par les hommes qui, au point de vue moral, jouissent de la confiance de l'Entente. Messieurs, je voudrais, même après que les représentants de l'opinion publique ont fait à mes projets un si grand tort, leur adresser cet appel : « Malgré mon mépris pour les machinations actuelles de la presse, je suis encore à votre disposition, en toute sincérité, si vous voulez travailler avec moi à chercher des voies nouvelles. » (*Bravos.*)

Avant de vous parler d'une affaire militaire qui me paraît très importante pour le développement futur de la situation, je vous dirai, messieurs, ce que je désirais obtenir de la presse. Elle devrait se rendre compte qu'avec ses protestations, ses fausses nouvelles, ses rumeurs, elle va contre son but. Les journalistes eux-mêmes ne savent pas ce qu'ils font. (*Interruptions.*) On répand de fausses nouvelles, on embrouille tout. Un jour on prétend que, moi aussi, je suis partisan de la convocation immédiate de l'Assemblée nationale. En disant cela, on voulait abuser de mon nom pour tomber sur la soi-disant dictature des C. O. S. P. Après mes protestations contre ces racontars, voilà qu'on prétend maintenant que je suis un adversaire résolu de l'Assemblée nationale. Ainsi cela change d'un jour à l'autre. On me demande de garantir l'autonomie de la Bavière contre Berlin. Je le fais ; le lendemain, on m'injurie, disant que j'ai voulu détacher la Bavière de l'Allemagne. Racontars absurdes que tout cela ! Mon attitude dans les relations entre la Bavière et l'Allemagne est très nette, elle n'a jamais varié. Je suis contre le centralisme en politique extérieure et intérieure et dans la politique du Parti, et je le serai toute ma vie. Je veux conserver la force intérieure des membres composants, qu'il s'agisse d'un parti ou d'un Etat, c'est tout comme. Dans la social-démocratie, j'ai toujours été l'adversaire de la dictature de Berlin. Quoique j'aie travaillé à Berlin pendant sept ans, comme rédacteur en chef du *Vorwärts*, j'y ai toujours été l'adversaire de ce centralisme ! Je le suis encore ici ; je vois la rénovation de l'Allemagne dans le développement puissant de ces différentes parties, mais non dans leur séparation. (*Bravos.*) C'est parler si clairement que le plus borné doit comprendre. J'ai encore ajouté que si Berlin n'a actuellement aucune capacité économique ou militaire... Demandez donc aux milieux industriels et commerciaux d'ici ce qu'ils pensent de la capacité économique de

Berlin, demandez aux hommes qui se sont occupés de l'échange des produits entre les différents États et Berlin, combien le Sud de l'Allemagne a été défavorisé, pendant la guerre, à l'avantage de ceux qui se trouvaient à Berlin, près de l'assiette au beurre. (*Très juste!*) Je veux lutter contre cela et je veux garantir la puissance et l'autonomie des différents États. — J'ajoutais, dis-je: si Berlin n'a pas, comme la Bavière — la Bavière est un pays plein de force, quoi qu'en dise la presse et malgré quelques machinations isolées et les faux bruits (je n'ai même plus de nom, quelqu'un, probablement un fou, a inventé que j'avais un prénom bien plus beau que le mien, non pas Kurt, qui est trop bref, mais Salomon. On va m'obliger à publier prochainement ma biographie, et vous tomberez des nues en apprenant tout ce qu'a fait Salomon Kuschinski, ou un nom comme ça), je dis donc que si Berlin ne reprend pas son activité, si les forces de l'ancien régime luttent encore contre le nouveau Gouvernement et que la lutte n'aboutisse pas à un résultat, que devons-nous faire, nous, en Bavière? Nous devons d'abord essayer de nous aider nous-mêmes (*Bravos*), de ne pas nous détacher, mais d'agir dans l'intérêt de tous. (*Bravos.*) C'est pourquoi je vous prie de me suivre dans cette voie. Certes, c'est un malheur, mais il n'y a rien à y changer. Moi-même, je suis Prussien, rien à y faire, mais parce que je suis Prussien, parce que je suis un historien du prussianisme et parce que je suis un vieil adversaire acharné du système prussien, je mène ce combat. Je connais mieux la politique de Berlin que celle de l'Allemagne du Sud, qui est trop bonasse. Mais je puis aussi tranquilliser les hommes qui me prennent toujours pour un Prussien. Depuis une dizaine d'années, je suis Bavarois, Bavarois naturalisé. (*Ecoutez! — Bravos.*) Voici mon opinion: c'est que le Sud de l'Allemagne, surtout la Bavière, doit organiser ses forces politiques et économiques pour que

l'Allemagne tout entière ne se disloque pas. (*Bravos.*)

Voilà ce que j'entends actuellement par politique nationale et, malgré les excitations de la presse, la politique bavaroise du Gouvernement révolutionnaire s'est imposée rapidement. Hier, un radio de Lyon m'a confirmé que ma note et ma protestation contre Berlin ont eu exactement l'effet que j'avais prévu. (*Bravos. — Vifs applaudissements. — Cri: Qui était-ce à Lyon?*) — L'agence Havas, l'organe officiel du Gouvernement actuel en France, tout comme le bureau Wolff. Je voudrais seulement que la presse publie ce radio en entier, afin que l'opinion publique allemande reconnaisse que nous avons obtenu la confiance de l'Entente, qu'elle voie que nos intentions sont sincères et que nous ne continuons pas d'agir dans l'ancien esprit de perfidie, de mensonge, d'intrigues, mais que nous disons hautement et franchement ce que nous voulons et dans quelle situation désespérée nous nous trouvons. Le peuple allemand verra encore que, malgré cela, nous ne plions pas — cela, je l'ai dit aussi aux représentants de la politique étrangère — et que nous sommes en droit d'avoir, parce que nous en sommes dignes, dans les délibérations de paix, une voix consultative égale à celle des autres nations. (*Applaudissements enthousiastes.*)

C'est moi qui ait dit, il y a quelques jours, à un correspondant du *Temps*, le plus grand journal de Paris, venu chez moi: « Vous avez une fausse opinion du peuple allemand; nous ne sommes pas les esclaves que vous croyez. Dans aucun pays du monde, les masses ne se sont opposées comme chez nous et avec un tel esprit de sacrifice, à toute la politique du Gouvernement criminel. Vous ne savez même pas combien les prisons, dans toute l'Allemagne, sont remplies de ceux qui travaillaient contre le Gouvernement. » (*Vifs applaudissements.*) J'ai dit au correspondant français de raconter à son pays qu'au moment où le réveil se produisait en Allemagne, des

milliers d'hommes s'opposaient, la poitrine nue, à la dictature du sabre et se jetaient au devant d'elle. Vous, vous savez comme le tribunal d'Empire faisait rage. Il suffisait d'une distribution de tracts contre la guerre et contre le Gouvernement pour que le tribunal d'Empire condamnât un jeune homme de 22 ans à huit années de travaux forcés. (*Ecoutez!*) Ce sont là les héros du front intérieur de l'Allemagne, et l'étranger les ignore, parce que la censure empêchait que les victimes allemandes ne fussent connues; même en Allemagne, on ne savait rien de ces condamnations. Toutes ces affaires ont été menées à huis clos. Il faut rétablir la confiance. Nous devons traiter avec l'Entente comme si nous n'avions jamais été en guerre avec elle et comme des hommes qui désirent ardemment la paix. (*Vifs applaudissements.*) Si nous n'y parvenons pas, nous périrons, et mieux vaut alors que nous périssions. Essayons encore une fois de voir si nous réussirons au dernier moment; dépouillons l'homme de l'ancien régime et tâchons d'avancer dans cette voie. Si cela ne nous réussit pas non plus, tout est perdu. Mais nous réussirons, parce que nous devons réussir.

Après ces explications, je voudrais, pour terminer, vous parler comme à des soldats et, pour que ces discussions parfois un peu vives finissent dans le calme, m'entretenir avec vous d'une question très importante, en vous priant de vous en occuper également lorsque vous prendrez la parole dans la discussion. De quelque façon que se développeront nos affaires, je suis convaincu, moi qui ai toujours été optimiste, qu'après des mois, peut-être des années très dures, nous vivrons vraiment dans un monde nouveau et plus heureux. C'est ma ferme conviction, et si je ne l'avais pas, je ne prendrais pas sur moi cette charge et cette responsabilité. Cette foi en l'avenir qui a fait de moi un social-démocrate est aujourd'hui la base de ma vie intellectuelle, et

je ne conserverais pas un instant de plus le supplice et l'épuisement de mes fonctions si je ne possédais pas cette foi. Voilà maintenant ce dont je voudrais m'entretenir avec vous.

Le militarisme, qui avait plus profondément qu'ailleurs pris racine en Prusse-Allemagne, s'est écroulé. Les millions d'hommes qu'il nous a coûtés, en morts, mutilés et malades, sont avec lui dans l'abîme où il a sombré, pour toujours. (*Cri: Espérons-le!*) — Espérons-le? Non, j'en suis sûr.

Maintenant, il s'agit de savoir comment on liquidera le militarisme. Vous savez que l'une des exigences des social-démocrates c'est de constituer une milice à la place de l'armée de caserne. J'aime pourtant à croire que la milice est déjà une revendication du passé (*Très bien!*) et qu'elle a été dépassée par les événements. D'après son origine, la milice repose sur l'idée démocratique et révolutionnaire que chaque citoyen doit avoir son fusil chez lui pour protéger la liberté. Rien qu'au point de vue technique, la situation s'est modifiée beaucoup. Aujourd'hui, on ne ferait rien avec des fusils. Il vous faudrait, pour protéger la liberté, avoir des mitrailleuses et des bombes asphyxiantes. Nous avons vu, en Suisse, que la milice, elle aussi, conduit au militarisme. Voilà pourquoi — et ceci sera peut-être plus important pour les futures délibérations de paix que des partages de territoires et des tracés de frontière, voilà pourquoi je voudrais vous poser la question de savoir si nous, en Bavière, ne devrions pas demander que l'armée entière soit abolie, non seulement chez nous, en Allemagne, mais dans le monde entier et que, seules, des troupes de police garantissent la sécurité du pays. (*Vifs applaudissements.*) Alors, et alors seulement, le travail de la ville et de la campagne sera consacré à féconder l'existence humaine; alors, nous travaillerons à l'amélioration et à l'affranchissement des hommes, et per-

sonne ne songera à gaspiller les plus belles et les meilleures années de la vie dans des exercices vides et dans une obéissance passive de cadavres. (*Très juste.*) Alors, il n'y aura plus de guerre (*Très juste!*); alors l'humanité sera une communauté de travailleurs, de travailleurs qui produisent, qui créent. C'est pourquoi je vous prierai d'exprimer votre façon de voir, dès aujourd'hui, sur cette question si importante qui nous occupera dans les tractations de paix. Cela a son importance, afin que le monde reconnaisse que l'esprit nouveau règne en Allemagne. (*Très juste!*) Et lorsque je faisais le procès des fantômes du passé, je voulais vous présenter finalement cette idée nouvelle, qui est une idée libératrice. (*Applaudissements.*) Aidez-moi au travail. Vous reconnaîtrez bientôt que je ne suis pas un phraseur, mais que je tâche d'arriver à un résultat réel. (*Vifs applaudissements.*)

*
* * *

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EISNER. — Messieurs, je vous demande pardon de m'être absenté si longtemps de vos délibérations. Après vous avoir quittés, j'ai eu une longue conférence avec 45 délégués de la Haute-Bavière ; ensuite, je suis allé au Théâtre National, où j'ai prononcé une allocution à la jeunesse de Munich. Il y avait là aussi quelques personnes qui m'ont sifflé !

Messieurs, je conclus, des explications de l'orateur précédent, qu'il y a eu ici des discussions entre Munich et la soi-disant province. Il est cependant tout naturel que la Bavière entière doive travailler ensemble. (*Très bien!*) Si, dans les premiers jours, Munich a exercé une certaine suprématie, la cause en était aux circonstances. La situation devait, avant tout, être consolidée ici, jusqu'à ce qu'il fut possible d'assurer les rapports avec les autres centres des C. O. S. Les capitales ne sont pas les centres de l'intelligence, mais je ne veux

pas non plus affirmer le contraire. Cependant, la malchance veut que Munich soit le siège du Gouvernement et le centre du pays; c'est pourquoi il y aura toujours, dans une certaine mesure, une espèce de préférence apparente pour Munich. Autre chose: Nous ne savons pas comment se feront, chez nous, les transports. Il y a deux semaines, on nous avait déjà annoncé que les jours des communications par chemin de fer étaient comptés. Que faire alors? Nous serons bien obligés de travailler, encore une fois, avec Munich, parce que vous, de la province, n'êtes pas en état de venir chez nous.

Je vous prierai donc de bien considérer ceci: trois semaines seulement nous séparent du bouleversement. Je ne suis nullement pessimiste et je crois, qu'au cours de l'histoire universelle, on n'a jamais tant fait, en de telles circonstances. Si j'ai une ambition, c'est de montrer que, chez nous, du moins en Bavière, on a fait une révolution, qui, sans réaction, sans entraves, sans catastrophe, va tranquillement son chemin. (*Bravos.*) Ce matin, j'ai entendu parler d'une lutte contre la dictature. Je ne sais à qui cela s'adresse. Je ne connais pas de dictature en Bavière. Au contraire, dans aucun pays allemand, à aucun moment du passé, un Gouvernement n'a tenté plus largement de ne s'appuyer que sur les grandes masses du peuple. Cela n'a encore jamais existé. Et déjà, le 1^{er} décembre, ces larges masses font leur apparition, collaborant directement, créant directement. Je ne sais si l'on n'a pas voulu parler d'une dictature de Berlin. Au commencement de cette semaine, j'ai assisté aux délibérations du Comité exécutif des O. S. Là aussi, on m'a assuré qu'on ne songeait pas à la dictature, mais qu'on voulait simplement travailler en commun, et rien d'autre.

Messieurs, vous avez devant vous la tâche immense et le travail formidable de faire passer l'armée de l'état de guerre à l'état de paix. C'est une tâche énorme,

bien plus grande, dirai-je, que, par exemple, toutes les petites jalousies sur les compétences. Si, dans toute la Bavière, chacun de nous travaille avec les autres et fait son devoir, il n'y aura pas de rivalité entre la capitale et la province. Messieurs, il n'existe pas de dictature, mais il existe certaines intrigues qui cherchent à la créer; j'ai l'impression qu'elles proviennent justement des milieux qui protestent contre la dictature, contre une dictature qui n'existe pas, mais qu'eux, ils seraient prêts à proclamer. C'est une chose insensée que d'instituer une démocratie qui serait personnifiée dans une seule tête. Seule, la collaboration générale réalise l'existence de la révolution; l'existence de la révolution, messieurs, mais non le retour à la contre-révolution. C'est de cela qu'il s'agit et c'est pourquoi nous devons être sur nos gardes.

Je ne voudrais dire qu'un mot sur la révolution. Dans l'ensemble, je suis d'accord avec elle. Mais il se pourrait qu'elle fût méconnue au dehors, et c'est pourquoi il serait bon de trouver une autre forme. En ce moment, nous devons être très prudents et éviter tout ce qui pourrait produire dans les troupes d'avant-garde du nouvel ordre révolutionnaire une impression de désaccord ou de scission. Il faut que nous soyons unis, Messieurs, l'Assemblée nationale, — ce problème n'est pas un problème. L'Assemblée nationale arrivera au moment où les préparatifs nécessaires seront faits. Elle viendra comme le couronnement de la révolution, le couronnement de l'œuvre révolutionnaire (*Bravos*); là-dessus, il n'y a aucun doute. Mais pour que le nouveau Parlement n'exerce pas de dictature, il faut, pendant ce temps, rendre la démocratie vivante (*Applaudissements*); ses organisations doivent avoir commencé à fonctionner, non seulement les C. O. S. P., mais aussi les autres Conseils. (*Applaudissements.*) Nous ne voulons plus d'un Parlement dans lequel il n'y ait que des

représentants du peuple, des gens qui viennent, tous les cinq ans, voir s'ils possèdent toujours la soi-disant confiance de leurs électeurs ; nous voulons un Parlement derrière lequel se trouve la population entière pour collaborer avec lui, quoique en dehors de la salle, un Parlement qui aille de l'avant, qui pousse en avant et où ne tourne pas à nouveau le moulin vide du parlementarisme bourgeois.

Messieurs, dans ce C. O. S., on a décidé — un paragraphe de la motion a trait à cela — de demander que Scheidemann et Ebert quittent le gouvernement. (*Cri: Scheidemann et David!*) J'ai prononcé le nom d'Ebert, parce que je voulais le nommer dans la phrase suivante. Messieurs, je ne sais quelle conception a motivé la motion d'hier, j'ai pris, de mon côté, position là-dessus. Mais le fait que ces deux noms sont prononcés vous prouve déjà ce que l'on entend par là et je vous demanderai de donner à ce paragraphe de la motion une autre forme. Le nom d'Ebert n'y figure pas, ni celui de Landsberg ; il n'y a que les deux noms de Scheidemann et de David, et le sens de la motion d'hier est qu'il ne faut pas mettre aux deux places dominantes de la politique étrangère des hommes qui, je veux m'exprimer en termes modérés — je suis celui qui, le premier, le tout premier, en Allemagne (on me reprochera peut-être de devancer le peuple ; non, messieurs, je ne devance pas le peuple, je me distingue seulement en ceci que j'ai une foi inébranlable dans le peuple), — je disais donc que je suis le premier qui ai demandé en Allemagne la fusion des partis frères. C'est un fait historique. C'est moi qui, le premier, ai été si souvent appelé chef. Je déteste le mot de chef et le sens qu'on lui donne. Nous sommes des collaborateurs, mais non pas des chefs. Je dis que je suis le premier qui ai travaillé à la fusion des partis bourgeois, à la fusion de la social-démocratie divisée, lors de la

mémorable séance révolutionnaire, au lendemain de la révolution, lorsque le C. O. grognait quand le nom de mon collègue Auer fut prononcé; j'ai déclaré que je voulais travailler en toute sincérité avec cet adversaire dont me séparent encore aujourd'hui maintes opinions, surtout en ce qui concerne l'extension de l'activité des C. O. S. P., en quoi je vais bien plus loin que mon collègue Auer. Je dis que je fus le premier à déclarer : M. Auer doit siéger dans le nouveau Gouvernement, il doit collaborer avec nous; de même que je suis à la tête comme symbole de la révolution, de même il doit représenter le symbole de la nouvelle unité de la social-démocratie. C'est un fait historique, et c'est pourquoi je n'ai nulle envie de chasser l'une ou l'autre des personnes ou des chefs majoritaires socialistes. Je ne sais pas si, de l'autre côté, il y a le même désir de collaborer sans condition avec nous, avec l'opposition. Quant à moi, je suis décidé de conserver l'unité au Conseil des ministres, et jusqu'ici il n'y a pas encore eu des différends, quoique sur certains sujets des opinions diverses aient été exprimées. Mais, autant que je sache — mon collègue, ici, vous le confirmera peut-être, — il n'a pas été nécessaire, une seule fois, de recourir à une détermination, car nous avons toujours fini par tomber d'accord sur la politique qu'il paraissait nécessaire de suivre. Je ne veux pas juger qui a eu le plus d'influence et quel est celui dont l'opinion a prévalu. C'est un problème que vous pourrez résoudre vous-mêmes quand vous verrez ce que nous avons fait; et, à propos de ma demande — que je fais pour des raisons purement objectives — de ne pas laisser siéger les deux camarades précisément à ces places, je n'ai nullement l'intention d'entreprendre quoi que ce soit qui serait dirigé contre l'unité du Parti. Il est seulement nécessaire — et je vous prierai de changer la motion dans ce sens — que dans la politique étrangère ne se trouvent pas des hommes

qui, par le passé, aient eu la main malheureuse en politique étrangère. Voilà de quoi il s'agit, et de rien d'autre, messieurs. Dans la situation délicate dans laquelle nous nous trouvons et alors que nous dépendons de la confiance que l'Entente a en nous, il nous faut tenir compte de ses susceptibilités. Il n'est pas possible d'avoir à la direction de la politique étrangère justement l'homme qui, depuis des années, cherche à prouver l'innocence de l'Allemagne dans la guerre. Cela doit aigrir et irriter les gens de l'autre côté, c'est prouvé effectivement. C'est pourquoi je vous prierai, messieurs de Nuremberg et de Furth, de modifier votre phrase, si même vous ne voulez pas la biffer entièrement. Il ne s'agit pas de supprimer ces hommes, de supprimer leurs noms, sur un soupçon quelconque, mais il s'agit simplement de ce fait — et c'est là votre opinion et la mienne — que ces messieurs ont joué un rôle si malheureux qu'on ne doit pas les prendre, aujourd'hui, comme représentants des Affaires étrangères.

Il me reste encore à vous dire ceci, pour terminer : Laissons enfin les disputes sur les compétences, sur celui qui doit avoir la première place, rivalisons dans le travail utile et fécond, ensuite nous n'aurons même pas le temps de nous demander qu'il de nous a eu le plus raison. Messieurs, il ne s'agit pas, chez nous, de savoir qui aura le plus raison, mais qui travaillera le plus, et quand nous nous serons mis au travail — j'espère que ce sera bientôt, — nous ne nous disputerons pas sur des règlements et délimitations superficiels, mais nous travaillerons, mais nous déploierons notre force nouvelle et nous créerons. (*Applaudissements.*)

(Suit un discours du président de la réunion.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EISNER. — Je fais appel à votre patience, si je prends la parole encore une

fois. Dans cette discussion, nous sommes dans une situation très bizarre. Les uns ont fait la révolution, ont sacrifié leur personne, non pas depuis hier, mais depuis des années (*Très juste!*), et à toute personne qui parle ici je devrais demander de montrer l'activité qu'elle a exercée pendant la guerre, au point de vue politique, (*Très juste!*) Nous devons avoir une garantie sur celui qui parle. (*Très juste! — Vives interruptions.*) C'est pourtant bien simple. (*Interruptions.*) Je n'ai d'arrière-pensée envers qui que ce soit. (*Interruptions et protestations. — Sonnette du président.*) Je regrette beaucoup cette discussion.

Vous comprendrez cependant ceci, qu'aujourd'hui, les adversaires de la révolution n'ont pas le droit de demander de comptes aux artisans de la révolution. (*Vifs bravos.*) Vous ne me ferez pas admettre que ceux qui ont été, pendant quatre ans et demi, des idéologues avérés — c'est le mot de l'orateur précédent, — ne se soient pas trompés du tout au tout. Je ne veux pas dire qu'ils aient trompé les autres, je dis qu'ils se sont trompés eux-mêmes. A moi, dont l'activité a été publique, dans la mesure où c'était possible, — mes actes seront bientôt publiés, — ne me demandez pas de me laisser intimider par toutes ces expressions vulgaires, moi qui, pendant quatre ans et demi, au mépris de mes intérêts et par un travail patient, tenace, ai dénoncé le danger menaçant où se trouvait l'Allemagne, moi qui ai tout fait pour éclairer le peuple allemand et qui, hélas! ai eu raison sur tous les points, non, n'exigez pas de moi de me soumettre aux critiques de personnes inconnues — vous pouvez toujours me critiquer, — alors que j'ignore à quel parti vous apparteniez hier. Au C. O. S. de Berlin, j'ai eu aussi la grande surprise de voir certains personnages faire de grands discours, qui, la veille, étaient sinon pan-germanistes, du moins tout autre chose que révolutionnaires. Messieurs, soyons prudents. C'est bien commode

de parler aujourd'hui des conquêtes révolutionnaires, mais il faut prouver d'abord qu'on a pris part à l'effort conquérant; cela, il faut le prouver. Si M. Abresch venait à Munich comme président du C. O. de Neustadt, je n'aurais aucun respect de ce C. O., qui place à sa tête un aventurier, une des personnalités les plus compromettantes de la bourgeoisie.

Ce n'est pas pour cela que nous avons fait la révolution. La révolution ne peut être continuée que par des éléments révolutionnaires (*Très juste!* — *Cri: Sans quoi, nous verrons une seconde nuit révolutionnaire!*); elle ne peut être détruite que de l'intérieur.

L'orateur précédent a fourni une preuve éclatante de l'idéologie qui produit des fleurs si curieuses dans son for intérieur. Je ne sais comment il a jugé autrefois la politique; je ne sais s'il est, comme moi, un homme du métier en matière de politique étrangère. (*Cri: Je n'en ai pas la prétention!*) Mais vous en parlez. (*Cri: D'autres aussi!*) Pendant la guerre mondiale, je me suis occupé, sept jours par semaine, uniquement de questions de politique étrangère et je m'en étais occupé déjà pendant les dix années précédentes. Depuis au moins dix ans, je mets le peuple allemand en garde contre ses militaristes qui nous poussèrent à la guerre mondiale. Mes actes sont clairs comme le jour. Mais l'orateur précédent a prouvé combien peu il est capable de saisir à leur juste valeur des faits récents; imaginez-vous comment il peut juger l'Entente et l'étranger. Il m'a fait dire que j'ai l'intention de jouer au négociateur de paix, d'être une sorte d'instrument docile au service de l'Entente, son esclave. (*Cri: Il ne s'agit pas de vous!*) Moi ou nous, qu'importe! Il a fait dire cela à quelqu'un, en Allemagne. S'il n'a voulu parler de personne, son opinion ne signifie rien; mais, autant que je me souviens, il a parlé de moi. Voici la sténographie de mon discours de ce matin. Comme hier, j'y ai déclaré en toute fran-

chise: « Nous ne nous humilions pas, nous ne mendions pas; nous représentons les droits du peuple, les intérêts de l'Allemagne. » Et maintenant, imaginez-vous l'impression produite au dehors si l'on raconte que le Président du Conseil de Bavière fait directement ou indirectement une politique aussi méprisable, se fait l'instrument — il ne manquerait plus que de me présenter comme un agent payé — et l'esclave de l'Entente. En effet, celle-ci doit être prise de dégoût, non seulement pour Berlin, mais aussi pour le Président du Conseil bavarois qui, après la débâcle militaire, se jette en larmoyant et en mendiant au cou de l'Entente. Voilà l'effet que cela doit produire. (*Très juste!*) Vous voyez, par ce seul exemple, combien il est faux et impossible que des personnes qui n'ont pas pris part à la révolution, et qui ne se sont pas opposées, pendant quatre ans et demi, à la politique de guerre. (*Cri: Comment le savez-vous?*)... Je ne vous connais pas, mais je connais tous ceux qui ont pris part à la révolution. (*Cris: Nous étions au front!*) — Alors vous n'avez pas collaboré à la révolution. (*Cri: Pas d'une manière active! — La révolution a pris de l'extension.*) Non, la révolution n'a pas pris d'extension, elle a été faite. (*Vifs applaudissements.*) Le jour où la révolution a été faite ici, la majorité d'alors était contre elle. (*Très juste!*) Voilà pourquoi je dis sans vouloir faire de personnalités: seul celui qui défend franchement la révolution, a le droit de prendre part à un C. S. (*Bravos.*) Je viens de prouver comment, à la place même où j'ai parlé, on déforme mes paroles, comment on fait de moi un misérable esclave de l'Entente, son instrument docile, alors que je n'ai jamais dit un mot ou exprimé une pensée que l'on puisse me reprocher à cet égard. Je ne suis pas un lâche, surtout devant l'Entente. (*Interruptions.*) Je ne suis pas comme tous ces chefs ou comme ces nombreuses personnes qui, dès la première débâcle, se sont sauvés, abandonnant les

autres à leur sort. (*Très juste!*) Eh bien, Messieurs, vous pouvez vous imaginer qu'étant si uni à la révolution, je ne laisserai pas toucher à l'œuvre de la révolution par les contre-révolutionnaires, même s'ils prennent aujourd'hui le masque de la révolution (*Bravos enthousiastes et applaudissements*) et fêtent ainsi déguisés les conquêtes républicaines.

A vrai dire, je n'avais demandé la parole — je suis au bout de mes forces — que pour vous parler des bolchewiki, Les bolchewiki ! Voilà l'épouvantail, le grand danger qui nous menace. La *Gazette de la Croix* a écrit un jour que la caractéristique des libéraux allemands était d'avoir toujours peur de quelque chose. Des révolutionnaires n'ont peur de rien. (*Très juste!*) et si quelqu'un parle aujourd'hui du spectre du bolchevisme, je me dis : Tu peux être un bien brave garçon, mais tu n'as pas en toi de sang révolutionnaire. (*Très bien!*) Je n'ai pas peur du bolchevisme et, comme je le disais, je n'ai peur que de notre propre peur, voilà le danger. Il n'y a pas de bolchevisme en Allemagne ; mais j'entends dire que M. Sontheimer est un grave danger. Mon ami Sontheimer a eu une conduite très courageuse pendant ces dernières années (*Très juste!*) et je l'en remercie, mais tous ceux qui ont participé aux réunions politiques des dernières années, savent que nous, ou moi, n'avons rien de commun avec Sontheimer. Lorsqu'on annonça par affiche la première réunion des bolchewiki de Munich, les gens vinrent me dire : Il faut interdire ces affiches ! Nous venons d'apprendre par l'orateur précédent que nous régnions par l'épouvante, par le terrorisme et que nous faisons arrêter les gens. Il se peut que quelques personnes aient été arrêtées, mais dès le deuxième jour de la révolution, il n'a été porté atteinte à la liberté de personne, à Munich. Je regrette seulement que les mêmes personnes qui ont accepté, pendant quatre ans et demi, la dictature la

plus brutale et le terrorisme le plus énorme, fassent, aujourd'hui, un si mauvais usage de la liberté illimitée qui leur est accordée. (*Vifs applaudissements.*)

Le bolchevisme, Messieurs ! Je veux vous expliquer où est la différence entre l'extrême-gauche et moi. Quand la misère est bien grande et quand sévissent la faim et le chômage, chacun prend sa nourriture où il peut. Celui qui a faim pille les boulangeries, mais ce n'est pas là du bolchevisme, ni en théorie, ni en pratique ; c'est le désespoir devant la mort. La différence théorique entre moi et le bolchevisme, c'est que je ne cache pas combien il me paraît utopique de vouloir commencer la socialisation de l'industrie et des moyens de production, à l'heure de la débâcle de la production. Ce n'est pas renier le socialisme, c'est agir avec calme et sang-froid. (*Très bien !*) Les industriels viennent aujourd'hui à nous et demandent à être socialisés. Il faut le leur refuser, parce que le socialisme scientifique part de la conviction — je regrette d'être obligé de faire un bref exposé théorique, mais dans les esprits bourgeois, il y a une telle obscurité ! — de la conviction que la socialisation des moyens de production doit être faite au moment où la production s'est développée d'une manière si gigantesque qu'elle ne peut plus augmenter sous le régime capitaliste, si bien qu'arrivée à ce maximum de production capitaliste, la production elle-même brise le capitalisme. Fort de cette conception marxiste, je prétends que nous ne pouvons pas tenter l'expérience de la socialisation, au moment où la production s'est effondrée. Nous ne pouvons socialiser quand il n'y a rien à socialiser. (*Très juste !*) Des ennemis du socialisme nous conseilleront, peut-être, de faire dès maintenant une expérience qui doit échouer fatalement ; ce doivent être des ennemis cachés, les agents provocateurs de nos adversaires. (*Très juste !*) L'exemple russe ne nous tente pas, et ses méthodes non plus.

Je suis d'avis qu'il y a eu assez de sang versé, et, ce qui me semble plus abominable que la lutte contre l'ennemi en armes, c'est l'égorgement d'adversaires désarmés par des gens armés. En ce cas, j'aime mieux la guerre, où du moins les deux parties ont des armes, que la lutte de gens armés contre des gens sans défense. Or, c'est cela la guerre civile. Je crois que dans notre révolution de Munich, quelques gouttes de sang à peine ont été versées. Seuls, ceux qui ont fait la révolution, ont écrit leur testament avant de descendre dans les rues de Munich. (*Très juste!*) Voilà la différence entre les bolchevistes et moi, j'ai défendu ce point de vue à Berlin et à la réunion des représentants des Républiques allemandes, on n'y a fait aucune opposition, au contraire; de tous côtés, fut reconnu la justesse des arguments. J'ai toujours défendu ce point de vue depuis que nous discutons ici. Je n'ai pas changé, lorsqu'il m'a fallu entrer à la Présidence du Conseil. Dans ce Comité exécutif des O. S., j'ai encore eu la même attitude. Vous voyez que, là aussi, on fut unanime à adopter ce point de vue. A Munich, il y a des bolchewiki. Je vous avouerai franchement — je suis certain qu'il y a des différences entre les conceptions de notre Président d'ici et les miennes — j'aime mieux aller à gauche qu'à droite. (*Très juste!*) J'ai déjà mentionné l'histoire de la réunion de Sontheimer, où des citoyens accouraient très inquiets pour nous demander l'interdiction de l'affichage et de la réunion elle-même. Mais nous avons déclaré que nous n'en voulions rien faire. Autant que je suis informé sur cette réunion, on nous y a combattus — c'est leur droit — et on a essayé de nous pousser en avant. Je suis reconnaissant à tous ceux qui veulent me faire marcher de l'avant, mais je combats celui qui veut me faire marcher en arrière. (*Bravos.*) Cette réunion devait se terminer par le renversement de ma pauvre personne. Un monsieur surexcité, un académicien, arri-

va au Conseil des Ministres pour nous dire que 400 pionniers bolchevistes étaient prêts à nous renverser. Mais cette terrible manifestation du groupe Sontheimer, qui disait bien que nous n'étions pas du même avis, mais qui disait aussi sa confiance dans notre sincérité et nos bons sentiments révolutionnaires, fut le premier assaut. C'est pourquoi je ne prends pas au sérieux le danger de gauche. Le danger vient de droite (*Très juste!*) et, ainsi que je le disais ce matin, je suis sur mes gardes et ne me laisserai pas faire. Si vous voulez appeler cela de la dictature, appelez-le ainsi. Mais ce sont presque toujours ceux qui rampent dans l'ombre et font de la politique en dessous, qui se plaignent que l'on agisse si mal envers eux. Nous, nous luttons en pleine liberté, à la pleine lumière de la vérité. Quoique vous l'ayez lu dans la presse, je ne suis pas un idéologue. Je vous ai montré comment, avec les moyens de la technique moderne et avec le moindre effort, on peut arriver au plus haut résultat, comment on fait la révolution. Non, vraiment, n'ayez pas peur du bolchevisme.

Le bolchevisme en tant que phénomène élémentaire de la détresse et du désespoir, ne peut être vaincu par aucune puissance du monde. Ni par des théories. Quand il n'y a plus rien à manger, on prend d'assaut les boulangeries. Ce qu'il nous faut faire maintenant, c'est d'arriver à la paix. J'ai bien fait attention à ce que conseillait l'orateur précédent, dans son discours, d'ailleurs assez objectif, pour arriver à la paix. D'après lui, nous ne devons pas avoir confiance dans l'Entente, nous devons craindre l'occupation. Il disait encore que l'Entente ne pensait qu'à nous tomber dessus et à nous dépecer; tout comme on parlait, ici, en août 1914. On peut penser tout cela, mais je demanderai à ceux qui pensent ainsi de nous dire quels moyens ils nous conseillent pour arriver à la paix. (*Très juste!*) Devons-nous nous présenter

à l'Entente et commencer les pourparlers de paix par ces paroles :

« Déroulède, qui est, d'ailleurs, déjà mort, doit comparaître devant la Haute-Cour. D'autres personnes désignées devront y comparaître également. »

On nous enverrait dans un établissement hospitalier pour examiner notre état mental.

Voyons, ce n'est pas de cette façon que les choses marcheront. Il faudrait nous déshabituer des fanfaronnades. (*Applaudissements.*) Mais ce n'est pas ainsi que nous avancerons. Montrez-moi une autre voie, peu importe laquelle, je la prendrai. Pour terminer, encore une réflexion sur la séance précédente ; on a créé sur elle toutes sortes de légendes, alors que la chose était si simple. Nous autres, terroristes et dictateurs, avons cette particularité de n'avoir même pas de presse, pas la moindre malheureuse feuille hebdomadaire, ni de censure. Je vous l'ai déjà expliqué que les messieurs de la presse mettent à profit la liberté que nous leur avons procurée. (*Applaudissements.*) Ils en profitent pour continuer leur politique dans l'ancien style. Nous, nous n'avons ni presse, ni journal. Le seul organe qui soit à notre disposition, c'est le bureau télégraphique, le bureau de correspondance pour le sud de l'Allemagne. Pas une ligne n'est publiée dans la presse qui ne porte le sceau de son origine. Il n'y a encore jamais eu dans le monde un gouvernement qui ait renoncé à la puissance de la presse. Avec la même insistance qu'on met à vouloir me faire peur du bolchevisme et de la contre-révolution avec ses mitrailleuses, avec la même insistance on me presse de répondre aux mensonges répandus par la presse. Mais, si nous voulions nous mettre à y répondre, il ne nous resterait plus une minute pour un travail effectif. C'est pourquoi je me suis décidé, en dernière heure, à demander au C. O. S., de se réunir ici, non pas que je voulusse discuter ou interrompre

vos discussions (il ne me restait que peu de temps, étant obligé de me rendre au Conseil des Ministres), mais simplement pour vous exprimer oralement mes idées, au lieu de les communiquer par la voie de la presse, qui n'est pas à notre disposition.

On a raconté que la presse munichoise avait été exclue de la séance d'hier. Je ne suis pas au courant. D'ailleurs, la séance ne devait pas être publique, elle ne devait avoir lieu qu'entre membres du C. O. S. Au moment de partir, se trouvaient, chez moi, trois représentants de la presse : un Munichois, un Hollandais et un Français. Ne voulant pas parler deux fois, je leur dis : « Venez avec moi, les autres peuvent entendre ce que j'ai à vous dire. » Voilà comment naissent des légendes. Voilà de la dictature et du terrorisme. J'ai donc entendu dire que la presse de Munich avait été exclue ; mais quand les journalistes de Munich viennent chez moi, je suis toujours prêt à leur donner des explications, malgré ma méfiance de la presse — méfiance justifiée — car je place le côté pratique au-dessus de mes sentiments personnels. Mais ces messieurs ne sont point venus chez moi et ne m'ont pas demandé non plus s'il était exact que les Tchèques voulussent annexer la Bavière. Avant la nouvelle liberté, on prenait constamment le chemin du ministère. (*Très juste!*) Maintenant, on l'évite. Et pourquoi ? Parce qu'une seule conversation obligerait ces messieurs à faire une autre politique, sans qu'il y ait violence. Que la presse ne s' imagine pas que parce que nous n'avons pas de presse... Nous en aurons peut-être une demain, contraints par les intrigues actuelles, et quand nous sentirons le besoin d'exprimer la politique du Conseil des Ministres. Nous sommes unanimes dans nos décisions, bien qu'il y ait entre nous des différends, car même dans notre ministère, il y a des gens qui ont fait la révolution, et d'autres qui l'ont combattue. Nous ne pouvons être tout à fait unanimes dans nos pensées,

mais nous l'avons été dans nos décisions pratiques, et c'est à l'unanimité qu'il fut décidé, hier, d'envoyer à la presse la note dans laquelle on la prévenait sérieusement de ne pas troubler les négociations de paix, avec ses fausses nouvelles. Je ne sais quel sort, quel martyr attendent encore le peuple allemand. C'est justement parce que je l'ignore que je vous adresse du fond de mon cœur cette prière pressante : Ne faites rien qui puisse empirer notre situation et, avant tout, n'éveillez pas l'impression — cela s'adresse aussi aux représentants de la presse — que le chaos règne en Bavière, que personne n'y est capable d'inspirer confiance, que le Gouvernement n'a pas derrière lui la puissance et la volonté des masses. Car nous n'aurions alors, en Bavière, aucune personne capable de négocier, et les choses suivraient leur cours vers un inconnu sombre. Ce serait le désastre. (*Très juste!*) Tous, vous devez avoir acquis, dans la nouvelle liberté, assez de sens politique; critiquez-moi tant que vous voudrez, injuriez-moi, je n'en ai cure. Mais pour ce qui est de la politique internationale, je voudrais, pour finir, citer un mot de Bismarck : « Le peuple doit payer les vitres que sa presse a cassées, afin que tout demeure dans l'ordre. »

NOTE. — Les exposés ci-dessus du Président du Conseil sur l'Assemblée nationale ne devront pas être mal interprétés. Autant il est vrai que les cris pour réclamer l'Assemblée nationale étaient d'origine contre-révolutionnaire, autant il était loin des intentions du Président du Conseil de ne pas tenir sa promesse, donnée dans la nuit de la révolution, de convoquer une Assemblée nationale avec droit de vote pour les hommes et les femmes.

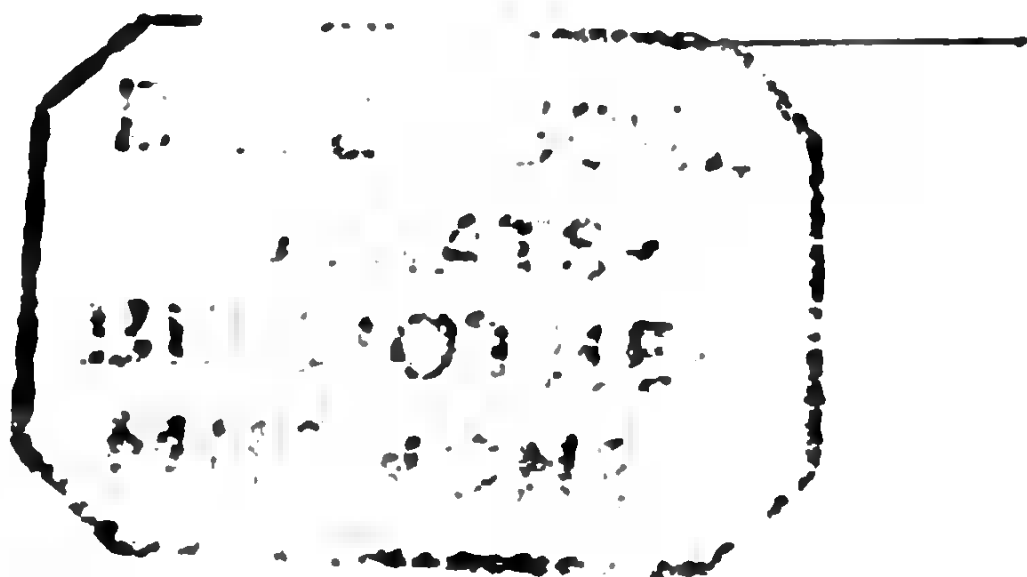


TABLE DES MATIÈRES

Préface de Jean Longuet	3
Proclamation à la Population de Munich.....	9
Discours d'ouverture de la première séance publique du Conseil national provisoire de l'Etat populaire de Bavière	11
Proclamation à la Population rurale de la Bavière....	18
Le Programme du Gouvernement du Peuple Bavarois.	20
Allocution à l'occasion de la Fête de la Révolution....	28
Discours prononcé devant le Conseil des Ouvriers, Soldats et Paysans de Munich	33
Discours prononcé devant les Conseils de Soldats Bavarois	50